

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

CONTROLE PUBLIC DES TRUSTS HORLOGERS !

Décidément, le patronat horloger et les grandes banques ne chôment pas : profitant de la pause de l'été, ils ont mis au point une nouvelle vague de licenciements. Plus d'un millier d'emplois – sur les 40 000 que compte encore l'horlogerie – sont en train d'être supprimés, à la SSIH comme à l'ASUAG. Et ce n'est pas fini ! Il faut encore s'attendre à de nouvelles "charrettes" dans le courant de l'automne et de l'hiver. Le patronat n'a-t-il pas, depuis plusieurs mois déjà, affirmé sa volonté de réduire à 25 000 les emplois de l'horlogerie ?

Dans l'arc horloger, ces licenciements massifs font ressurgir, pour la première fois depuis longtemps, de forts contingents de chômeurs. C'est toute une région où les lois du profit commencent à former de véritables poches de chômage.

Entre la SSIH et l'ASUAG, les jeux sont déjà faits. Avec l'appui des banques, les barons de l'horlogerie ont décidé de réorganiser la production sous le commandement de l'ASUAG, en concentrant l'effort sur la production de montres électroniques. Si l'opération réussit, les profits seront saufs – après la dévalorisation de 95 o/o des actions de la SSIH par les banques ! – tandis qu'il ne restera que la moitié des emplois actuels, soit le quart de ceux d'il y a dix ans.

Il ne faut pas les laisser faire. De "plans sociaux" en "plans sociaux" – qui ne sont en fait que de misérables allocations antisociales – les travailleurs ne se retrouveront que démunis, démoralisés et chômeurs. Ce qu'il faut, c'est sauvegarder un secteur industriel dans la région horlogère pour maintenir les emplois. Aux plans patronaux qui font la loi dans toute la vie économique et sociale d'une région, nous opposons le contrôle public des trusts horlogers, leur nationalisation. L'avenir de l'emploi concerne toute la collectivité. Les autorités peuvent prendre le contrôle de l'industrie horlogère en appliquant aux banques la même loi qu'elles ont appliquée à la SSIH : transformer leurs créances en participation symbolique !

Une telle expropriation des banques et des barons de l'horlogerie ne serait que la réponse à leur incapacité de maintenir l'emploi régional. Elle est d'autre part la seule chance de créer un groupe industriel public permettant une diversification dans d'autres domaines (micro-technique, électronique), où les commandes publiques peuvent intervenir, tout en assurant le volume de l'emploi.

C'est la seule perspective réaliste pour sauver l'emploi dans la région horlogère. Les champions de la "Realpolitik" que sont les directions du Parti socialiste et des syndicats protestent verbalement contre la suppression des emplois dans l'horlogerie, mais acceptent dans les faits les licenciements au nom des contraintes d'une restructuration "nécessaire" de cette branche. Nécessaire pour les profits, pas pour les travailleurs ! La seule solution ouvrière, c'est un contrôle public de l'ASUAG et de la SSIH. C'est celle que l'ensemble des organisations ouvrières doit avancer aujourd'hui – en particulier lors de la manifestation du 25 septembre à Bienne – pour s'opposer aux plans du patronat.

La Brèche

BEYROUTH :

L'OLP S'EN VA,

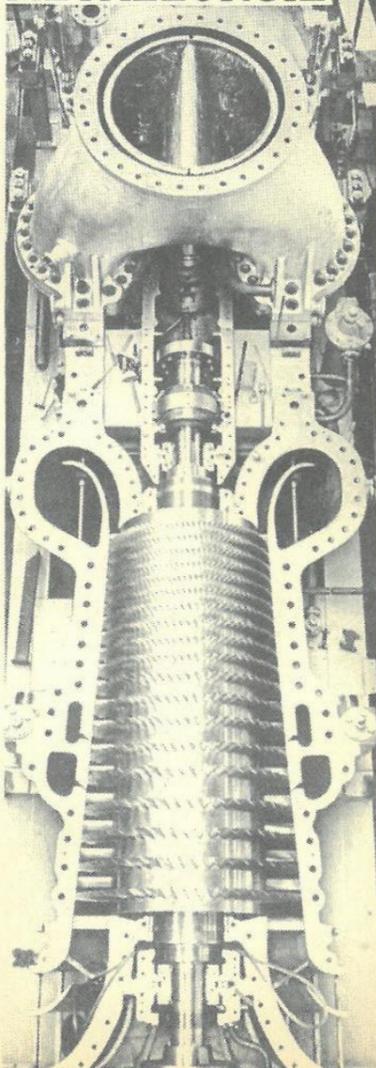


ISRAEL RESTE :

LA LUTTE CONTINUE

Organisons-nous pour la défense de nos emplois!

MÉTALLURGIE



HORLOGERIE



Oméga, Bienne :

RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE DES TRAVAILLEURS

Après avoir pris connaissance avec consternation des mesures visant à priver 400 d'entre nous de leur gagne-pain, le personnel d'Oméga-Bienne, réuni en séance extraordinaire le 25 août 1982 a pris les résolutions suivantes, qui ont été votées à l'unanimité :

— Nous sommes catégoriquement opposés à tout licenciement et demandons la suspension des mesures prévues pour un délai d'au moins 3 mois.

— Nous refuserons, même individuellement, d'être licenciés.

— Nous demandons aux

banques de permettre à chaque travailleur de notre entreprise de conserver son emploi.

— La sauvegarde d'une entreprise ne doit pas se payer en mettant les travailleurs à la porte.

— Nous exigeons que la direction, les banques, les pouvoirs publics proposent des solutions d'entente avec les syndicats qui vont dans le sens de la dignité des travailleurs et non pas les jeter dans un processus de dégradation de l'être humain (caisse de chômage, caisse de crise, plan social, etc...).

— Plutôt qu'être licenciés nous proposons à notre direction de favoriser les départs naturels, les retraites anticipées, et d'envisager en dernier ressort l'introduction du chômage partiel qui permettrait une solution de ses problèmes moins brutale pour les travailleurs.

— Nous sommes prêts à défendre fermement les résolutions et nous envisageons, le cas échéant, des actions plus concrètes, car cette suspension de 3 mois permettrait de ne pas être sous pression des événements et de mieux s'organiser pour défendre nos emplois.

Pour appuyer ces résolutions acceptées à l'unanimité par l'assemblée d'hier, l'écrasante majorité des participants (nous étions 500 personnes environ) a décidé de manifester notre détermination en restant devant les portes de l'usine jusqu'à 8 heures. Nous comptons sur votre solidarité car ensemble nous sommes plus forts pour défendre nos emplois.

Voici le tract distribué le jeudi 26 août par les travailleurs d'Oméga-Bienne qui ont manifesté massivement leur refus des licenciements. C'est une première réponse extrêmement importante pour tous les travailleurs de l'horlogerie.

FRAUENFELD : UNE GIGANTESQUE FOIRE AUX ARMEMENTS

Cet automne le Département militaire fédéral (DMF), avec l'aval du Conseil fédéral, publiera un message concernant les perspectives pour la défense nationale durant la décennie 90. On attend une série de propositions d'achat de nouveaux armements. C'est dans ce cadre que le DMF, la Société suisse des officiers, et de nombreux fabricants d'armes suisses et étrangers ont organisé un défilé militaire à Frauenfeld. Il s'agissait de rassembler une foule importante pour la démonstration de chars, d'hélicoptères, d'avions, et d'armes diverses, afin de faire pression en faveur de l'acquisition de nouveaux armements lourds.

Les deux autres défilés organisés par les officiers suisses, en 1975 et en 1976 en Suisse alémanique, avaient également eu pour but une pression en faveur de l'achat de nouveaux armements — des missiles anti-chars "Dragon" et anti-aérien "Rapier".

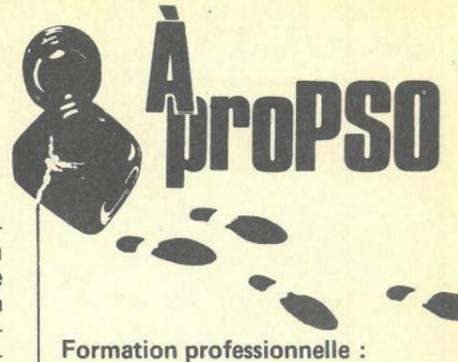
Pour faire contrepoids à cette démonstration, des milieux pacifistes, liés au Conseil suisse pour la paix, ainsi que des partis de gauche, dont les POCH, le PdT et le PSO, avaient appelé à une manifestation.

Plus de 8 000 personnes firent le déplacement à Frauenfeld, ce qui est un succès important. Le cortège traversa la ville pour se retrouver ensuite sur une place où se déroula une fête. Le PSO et son organisation de jeunesse, La Taupe, étaient présents avec un tronçon actif, qui regroupa 1 500 personnes.

La Taupe organisa le soir, un meeting avec des camarades de la JCR et des "Roter Maulwurf" (organisations de jeunesse en solidarité avec la IV^e Internationale de France et de RFA) qui réunit 120 personnes sur le thème de la lutte internationale contre le militarisme.

Au vu des nouvelles acquisitions d'armements qui se préparent, la récolte de signatures pour l'initiative introduisant le référendum en matière de crédits militaires prend toute son importance.

correspondant



Formation professionnelle : L'ATTITUDE SCANDALEUSE DU CONSEIL FÉDÉRAL

En date du 26 juillet, la Chancellerie fédérale confirmait l'aboutissement de l'initiative populaire "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis"; sur les 107 042 signatures déposées, 106 593 étaient reconnues valables.

Cela n'a pas le moins du monde impressionné le Conseil fédéral qui a décidé de prendre un pas de sénateur pour s'occuper de l'affaire alors que la crise capitaliste souligne quotidiennement l'importance de la formation professionnelle et du recyclage. Dans le communiqué de presse ci-dessous, repris par la radio le 19 août 1982 mais curieusement (!) oublié par la majorité de la presse écrite, le PSO proteste à juste titre contre cette attitude proche du cynisme le plus pur :

"Le Parti Socialiste Ouvrier (PSO), qui a déposé, avec d'autres, l'initiative pour une formation professionnelle et un recyclage garantis, est consterné par l'attitude du Conseil fédéral. L'initiative a été déposée le 3 juin 1982 et le Conseil fédéral vient de décider de rédiger son message à fin 1984 seulement. Cela signifie que les Chambres fédérales débattront de cette initiative au plus tôt en 1985.

Par cette manœuvre dilatoire, le gouvernement fédéral montre ouvertement qu'il refuse de traiter de manière expéditive une revendication aussi importante pour les salariés, surtout en temps de crise comme maintenant. Le PSO exige, dans l'intérêt des jeunes et de la population laborieuse, qu'une procédure rapide et efficace soit adoptée."

SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Après les manifestations qui se sont déroulées dans différentes villes de Suisse au début de l'été (cf. La Brèche no 279 du 26 juin 1982), c'est à Genève que se sont déroulées, début août, plusieurs actions de solidarité avec la résistance palestinienne.

Ainsi, le vendredi 6 août, une vingtaine de membres du PSO ont organisé un piquet de protestation devant le siège de la compagnie aérienne israélienne "El Al", distribuant un tract exigeant le retrait des troupes israéliennes du Liban.

Le jeudi 12 août, un piquet unitaire, rassemblant les mêmes organisations que celles de la manifestation unitaire du 18, se tenait devant les locaux de l'ONU.

Le mercredi 18 août, une manifestation unitaire — appelée entre autres par l'Association Suisse-Palestine, tous les partis de gauche, les fédérations syndicales et l'ensemble des organisations de solidarité internationale de la place — rassemblait 700 personnes environ. A cette occasion, les trois partis de la gauche genevoise, PS, PdT, PSO, ont publié une déclaration commune. Celle-ci indique notamment :

"On ne saurait passer sous silence la responsabilité directe des Etats-Unis dans cette tragédie, car ce n'est que par leur soutien militaire et financier qu'une telle politique est possible pour l'Etat d'Israël. On ne peut également que déplorer l'inaction des pays arabes et de l'URSS et les murmures inaudibles des travaillistes israéliens qui n'ont pas pris leur place dans le vaste mouvement populaire d'opposition qui se développe heureusement en Israël même contre cette politique suicidaire".

Elle se poursuit en affirmant :
 — Le droit du Liban à l'indépendance et au respect de son intégrité territoriale;
 — Le droit du peuple palestinien à un destin national, et donc à un Etat;
 — Le crime et l'irresponsabilité d'une politique qui consiste à transformer tout un peuple en un groupement de réfugiés cernés, bombardés et désespérés;
 — L'imbécillité d'un comportement qui est en train de faire resurgir les pires réflexes antisémites".

Patrons et banquiers détruisent les places de travail: NE LES LAISSONS PAS FAIRE ! EXIGEONS UN CONTRÔLE PUBLIC DE L'ASUAG ET DE LA SSIH TOUS ET TOUTES À LA MANIFESTATION DE LA FTMH LE 25 SEPTEMBRE À BIENNE / PSO

SOMMAIRE

EDITORIAL	
Contrôle public des trusts horlogers	1
SOCIAL	
Libertés syndicales : une nouvelle attaque	3
Répression antisyndicale : l'affaire Aeberli	3
Horlogerie : des régions sinistrées	4
Emploi : au tour de la métallurgie	4
Capitalisme et crise	4
Fonction publique, congrès de la VPOD : les 40 heures pour bientôt ?	5
DOSSIER	
LIBAN : la guerre n'a rien résolu	6-7
Israël : la LCR contre la guerre au Liban	7
Déclaration de la LCR après l'attentat de la rue des Rosiers	7
POLITIQUE	
Abaissement de l'âge de la retraite : une nécessité urgente	8
Droits égaux : première victoire juridique	8
L'école bernoise en question	8
INTERNATIONAL	
GRANDE-BRETAGNE, après les Malouines : la guerre contre les travailleurs	9
Elections MEXICAINES : la percée du PRT	9
POLOGNE : une résistance quotidienne	10
A LIRE	
La Roumanie sous Ceausescu	11
L'ÉVÈNEMENT	
NICARAGUA : les USA n'attendent qu'un seul prétexte pour intervenir	12
Les faux ambulanciers libéraux	12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.-
une année, env. fermée . . .	55.-
une année, étranger (Europe) . . .	80.-
abonnement de soutien . . .	100.-

Pour toute correspondance :
La Brèche, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
 Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
 section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes et tessinoise

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche, case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
 case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
 case postale 28, 1700 Fribourg 6
 case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 021 / 23 05 91
 case postale 1532, 2002 Neuchâtel

Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) / Rosso, casella postale 2400, 6901 Lugano

LA CHAUX-DE-FONDS

jeudi 2 septembre 1982

20h.15, Buffet de la Gare, 1er étage

Assemblée publique sur la situation au Liban

avec un représentant de l'OLP
 organisée par : POP, PSO, Centrale sanitaire suisse, Comité de soutien au peuple sahraoui, Comité de soutien aux prisonniers politiques chiliens, Union des femmes pour la paix et le progrès.

LAUSANNE

mardi 14 septembre 1982

20h.30, Salle des Vignerons, (Gare CFF)

Assemblée publique : "Roumanie, les travailleurs, ces mal-aimés du pouvoir..."

organisée par le CSSOPE
 (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est). d'ores et déjà soutenue par le PSO.

Voir notre article sur la Roumanie en page 11.

Libertés syndicales :

Face à la crise, la politique d'austérité de la bourgeoisie comprend une offensive en règle contre les droits et libertés démocratiques, en particulier les libertés syndicales. Cette offensive se combine avec une volonté de criminalisation des secteurs combatifs chez les travailleurs et les jeunes. On en a déjà eu un exemple frappant avec la répression des mouvements jeunes (plus de 3 000 poursuites pénales), rendue en partie possible grâce au fait que les directions traditionnelles du mouvement ouvrier n'ont pas levé le petit doigt pour défendre les jeunes.

L'arrestation de Fredy Aeberli, 18 mois après que les faits se sont passés, constitue une mesure d'intimidation antisynicale qui est dans la droite ligne de cette offensive liberticide. Elle est à rapprocher de l'arrestation des journalistes de la Télévision alémanique couvrant une manifestation de jeunes. Elle va dans le même sens que le jugement du Tribunal des Prud'hommes zurichois déclarant justifié un licenciement immédiat pour fait de grève.

UNE NOUVELLE ATTAQUE

En outre, l'arrestation de Fredy Aeberli est particulièrement scandaleuse car elle s'est effectuée en contradiction flagrante avec certains principes élémentaires du droit bourgeois. Ainsi, Fredy Aeberli fut arrêté durant une semaine, sans être formellement accusé. En conséquence il ne pouvait accéder librement à son dossier, c'est-à-dire qu'il était interrogé sans connaître l'ensemble des charges retenues contre lui et, donc, sans pouvoir véritablement préparer sa défense. Ensuite, les charges retenues — avant tout les déclarations sujettes à caution d'un policier, amateur graphologue à ses heures — étaient, et sont, d'une faiblesse insigne. L'arrestation, de ce point de vue, constituait une tentative — infructueuse — d'extorquer des aveux de Fredy Aeberli, afin de suppléer aux faiblesses de l'accusation. Or, la recherche de l'aveu, par des moyens de pression, comme l'arrestation, est en principe contraire aux principes les plus élémentaires du droit bourgeois. Cela est d'autant plus vrai que l'arrestation d'une personne, et son maintien en détention provisoire, doit, en principe, être justifiée par un danger que d'autres actes délictueux soient commis, ou par le danger d'une collusion entre différentes personnes. Une telle arrestation, sur des bases aussi minces, qui intervient plus de 18 mois après les faits, et alors que Fredy Aeberli a toujours répondu aux convocations qui lui étaient adressées, est totalement arbitraire. Mais il fallait jeter le soupçon sur Aeberli, le discréditer.

Un autre aspect particulièrement scandaleux de ce cas réside dans le fait qu'un secrétaire syndical — Limmacher — ait, sans consulter les instances du syndicat, remis en mains de la police et des tribunaux bourgeois une affaire interne aux syndicats. L'acharnement de Limmacher, et d'autres de ses collègues, à collaborer avec les organes de répression bourgeois est illustré crassement par un fait parmi d'autres : le juge d'instruction était en possession de photos de syndiqués "mal-aimés", prises lors d'une assemblée de délégués du SLP. Comme l'a dit Walter Renschler, dirigeant de la VPOD : dans son syndicat, un secrétaire qui de sa propre initiative adresserait une dénonciation à la police pour une affaire interne au syndicat serait immédiatement mis à la porte !

A. Meylan

Répression antisynicale :



Fredy Aeberli (au centre, en manteau), lors d'une manifestation de typographes devant Ringier à Zofingue.

L'AFFAIRE AEBERLI

Le 7 juillet, à six heures du matin, Fredy Aeberli, président de la section de Zurich du Syndicat du Livre et du Papier (SLP) et figure marquante du courant progressiste de ce syndicat, était arrêté. Non pas comme inculpé, mais à titre de témoin, pour être entendu dans le cadre de l'enquête pénale ouverte par les tribunaux bernois, à la suite de falsifications dans l'élection du président du SLP.

Des faits qui remontent loin

En décembre 1980 le SLP mena, pour la première fois depuis des décennies, une grève nationale pour appuyer les revendications des travailleurs dans le cadre du renouvellement du Contrat collectif des arts graphiques. La décision prise alors par le SLP était en contradiction avec la politique de la direction bureaucratique du syndicat, qui aurait préféré continuer sur la voie de la paix du travail. Fredy Aeberli fut l'une des figures marquantes de cette grève. En tant que vice-président du SLP, il avait, depuis longtemps, mis tout son poids sur une stratégie syndicale de combat.

Six mois après la grève, Aeberli était candidat à la présidence du syndicat. Il était opposé à Erwin Gerster, président sortant. Les deux candidatures reflétaient les débats opposant le courant progressiste et le courant de collaboration de classe au sein du SLP.

Lors du dépouillement des bulletins de vote, effectué par la direction centrale du syndicat, il apparut que quelques centaines de bulletins de vote avaient pu être falsifiés en faveur d'Aeberli. Au lieu de saisir les instances du syndicat de cette question, le secrétaire chargé du dépouillement, Limmacher, se précipita à la police, lui remettant tous les documents incriminés, et déposant une dénonciation en son nom personnel.

Durant plus d'une année le juge d'instruction bernois dormit sur ses dossiers, se bornant à ordonner une expertise graphologique pour déterminer si des bulletins avaient été falsifiés, et par qui. Au début des

vacances d'été, il décida de frapper un grand coup en arrêtant Fredy Aeberli.

Le moment était bien choisi : il fallait éviter le développement d'un large mouvement de solidarité avec Aeberli. Il fallait pouvoir jeter le maximum de soupçons sur ce dernier, sans être entravé par une campagne publique en sa faveur.

Un dossier... qui n'en est pas un

Le seul argument invoqué par le juge à l'appui de l'arrestation était les résultats de "l'expertise" graphologique, selon lesquels 733 bulletins de vote auraient été falsifiés de la main de Fredy Aeberli. Cette "expertise" fut réalisée par un policier bernois dont le hobby est la graphologie. L'avocat de Fredy Aeberli a qualifié cette "expertise" d'"horoscope". Il est certain qu'une expertise graphologique, même effectuée par un graphologue professionnel, ne saurait constituer une preuve en soi, tant cette prétendue "science" est sujette à des erreurs et à des approximations. Le juge bernois, conscient de la fragilité totale de ses "preuves", tenta de faire croire à l'existence d'un complot dont Aeberli aurait été la figure centrale, et dont le point névralgique aurait été une salle de bistrot à Olten. Confrontés à Aeberli et à un autre syndicaliste, les témoins qui étaient censés avoir vu les complotiers à l'oeuvre, durent admettre qu'ils ne reconnaissaient personne. La thèse du complot d'Olten s'était ainsi écroulée. Après une semaine de prison, Aeberli était libéré, sans avoir été inculpé.

Une solidarité efficace

Il est certain que le juge d'instruction bernois ne s'attendait pas à une réaction aussi ample en faveur d'Aeberli, ni à l'écho que provoquerait le scandale de son arrestation. Même le *Tages-Anzeiger* a qualifié les procédés de la justice bernoise de "contraires au droit ou en tout cas de très discutables au niveau de l'Etat de droit". Le SLP de Zurich a tenu de nombreuses conférences de presse; le Syndicat des Mass-Médias (SSM), les journalistes de la VPOD (Syndicat suisse des services publics, SSP), ainsi que le Syndicat du Textile, de la Chimie et du Papier (FTCP) adressèrent leurs messages de solidarité à Fredy Aeberli, en protestant contre l'arrestation d'un syndicaliste. De nombreuses lettres et télégrammes parvinrent à Fredy Aeberli en prison, devant laquelle deux manifestations de solidarité furent organisées.

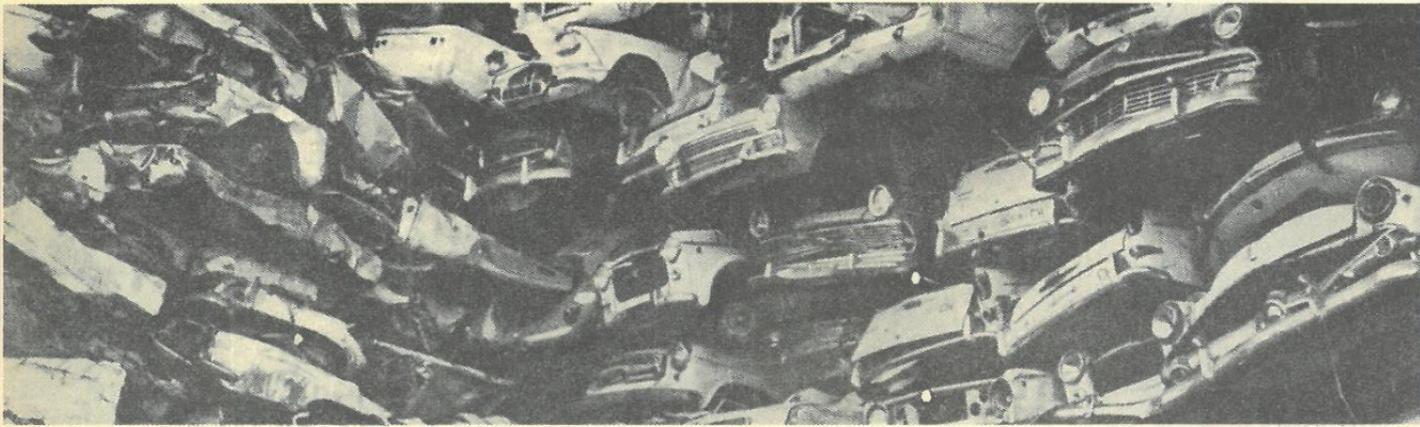
La direction de l'USS (Union syndicale suisse) condamna cette attaque faite au mouvement syndical, et son président, Richard Müller, alla même jusqu'à critiquer la direction du SLP, en raison de sa réaction très tardive et timorée.

Après la libération d'Aeberli, le SLP, le Syndicat des Lithographes et le SSM organisèrent à Zurich une assemblée de protestation qui rassembla, en dépit des vacances, plus de 200 personnes. Une assemblée analogue à Berne rassembla environ 70 personnes. D'autres assemblées auront encore lieu, notamment à Winterthur, où elle sera organisée par l'ensemble des sections du SLP de la Suisse orientale. Par contre, les comités de section de Bâle, Berne et d'Argovie du SLP ne semblent pas désireux de permettre à leurs membres de prendre connaissance de toute l'affaire.

La presse bourgeoise, pour sa part, ne rata pas l'événement. Tout ce qui peut être utilisé contre les courants progressistes dans les syndicats lui est bon !

correspondant

Horlogerie :



Les horlogers : à la casse, comme de vieilles épaves ?

DES RÉGIONS SINISTRÉES

400 licenciements à SSIH, plusieurs centaines à ASUAG : la crise horlogère s'approfondit. Les régions horlogères sont touchées de plein fouet. Aujourd'hui, il ne reste plus que 40 000 emplois dans les entreprises horlogères. En dix ans, une diminution de plus de la moitié ! Et on s'achemine vers les 25 000 emplois, chiffre avancé par les barons de l'industrie horlogère et des banques depuis plusieurs années comme objectif de la rentabilisation capitaliste de la branche. Jusqu'à la fin de l'année les vagues de licenciements vont se succéder. On peut prévoir que la réduction de l'emploi sera équivalente au nombre de chômeurs partiels actuels et touchera donc environ 2 000 travailleurs.

Les partis bourgeois comme les autorités cantonales et fédérales se contentent de laisser jouer les lois du marché contre les travailleurs. P. Bonny, directeur de l'OFIAMT ne déclarait-il pas, avec le plus grand cynisme, à l'issue de la troisième rencontre de l'organe de coordination entre l'OFIAMT, les cantons et les villes horlogères, le mardi 17 août : "Nous sommes en effet dans une phase de restructuration très poussée et il serait irréaliste de croire que l'on peut empêcher cette restructuration". Les travailleurs n'ont donc strictement rien à attendre de ces croque-morts des emplois de l'industrie horlogère. Il est urgent qu'ils agissent eux-mêmes pour défendre leurs places de travail. Sans action ouvrière, rien ne sera possible; ni résister aux licenciements, ni contraindre le patronat et les banques à assurer aux travailleurs licenciés un recyclage

payé pour tous et une garantie de salaires pour plusieurs mois.

Crise de confiance ou le vide des plans sociaux

L'éditorialiste de l'Impartial, porte-parole du patronat horloger, se pose ouvertement la question : "Comment demander aux travailleurs d'avoir de la patience quand les banques elles-mêmes (non sans de bonnes raisons !) évoquent ouvertement leur manque de confiance dans l'horlogerie et son management". Gil Baillod se sentirait-il tout à coup mal dans sa peau ?!

Dans la FTMH, le ton se durcit. Le secrétaire biennois du syndicat ne déclare-t-il pas, après l'annonce des licenciements à Omega : "Dans les rangs des syndicats nous ne pouvons plus nous contenter d'organiser des plans sociaux. Nous devons désormais motiver nos membres

pour qu'ils sortent du silence. Petit à petit, il s'agit de relativiser la paix sociale. Nous ne sommes plus ici pour gérer la crise et jouer les pompiers...". Ce même secrétaire qualifie le plan social de la SSIH ainsi : "Ce plan social n'a rien de social, à proprement parler, comme c'est presque toujours le cas, il n'est rien d'autre que du blabla...". Mais ce plan, a-t-il oui ou non été approuvé par G. Tschumi, secrétaire de la FTMH, qui avait dû être très certainement au courant de ce qui se tramait à la SSIH ?

La politique des plans sociaux comme réponse aux licenciements pratiquée jusqu'ici par la FTMH s'est révélée désastreuse. Elle n'a fait que diviser encore plus les travailleurs. Elle a constitué un frein supplémentaire à une réponse ouvrière efficace à la politique de restructuration patronale. Elle laisse aujourd'hui sans perspective de mobilisation les salariés de la SSIH qui ont déjà subi, en 1981, 748 licenciements et en 1982 150 (sans les 400 actuels), toujours avec des plans sociaux à la clé !

Maintenir les emplois dans les régions horlogères

1 000 chômeurs complets sont prévus à la fin de l'année à Bienne. A Granges, sur 8 000 emplois industriels, 5 000 dépendent de l'horlogerie, soit 75 o/o et il y a déjà 2 200 travailleurs au chômage par-

tiel et 500 chômeurs complets avec la liquidation récente de Baumgartner SA. Il est moins cinq !

Le chômage s'installe dans la région, avec toutes ses conséquences sociales pour les travailleurs. Il s'agit d'organiser l'action ouvrière et syndicale sur le plan régional. La pétition lancée par le comité unitaire de la gauche pour la défense de l'emploi qui a déjà recueilli plus de 14 000 signatures est un premier pas. La manifestation organisée à Bienne par la FTMH le 25 septembre constitue également un jalon décisif pour cette réponse ouvrière. Les mesures d'urgence préconisées par la pétition, comme la prolongation du versement complet de l'allocation de chômage, le droit à la formation et le recyclage payés, le droit à la pré-retraite complète pour les travailleurs et travailleuses âgés licenciés, doivent être appliqués au plus vite par les autorités.

Dans l'immédiat, il s'agit de créer un rapport de forces suffisant pour obliger patronat et banquiers à reculer. Cela dépendra de ce qui se passe sur le terrain, dans les ateliers et entreprises. Unis, les travailleurs et travailleuses de l'horlogerie peuvent, par leurs actions, répondre directement aux diktats des patrons. Ainsi seront posées les bases de la bataille de l'emploi qui passe par la diversification et le contrôle public de la SSIH et de l'ASUAG.

correspondant

Emploi :

AU TOUR DE LA MÉTALLURGIE

La crise capitaliste, qui jusqu'alors avait relativement épargné un secteur comme celui des machines-outils et de la métallurgie, frappe aujourd'hui à sa porte. Il y a d'abord la cascade de chômage partiel annoncée par Sulzer.

Actuellement un millier de travailleurs du groupe sont déjà au chômage partiel (300 chez Escher-Wyss à Zurich depuis mai et 670 à la Fonderie Oberwinterthour). S'y ajouteront depuis septembre 330 travailleurs de la Fonderie de Bülach et des Forges d'Oberwinterthour. Mais dès octobre, c'est une série d'entreprises qui introduiront le chômage partiel (Maschinenfabrik Winterthour, Webmaschinenwerk Zuchwil, la succursale de Tramelan, Vernitssa à Genève ainsi que la Lokomotiv- und Maschinenfabrik à Winterthour). Escher-Wyss mettra 500 travailleurs au chômage partiel dès septembre et supprimera 150 emplois. L'entreprise Sulzer-Burckhard à Bâle prévoit pour sa part de licencier 100 personnes jusqu'au printemps. Au total donc, plus de 4 200 travailleurs seront au chômage partiel et près de 300 seront licenciés, pour l'instant.

Dans le cas de Sulzer, la direction se livre clairement au petit jeu qui consiste à faire supporter à l'assurance-chômage une partie des charges salariales dès que le carnet des commandes connaît un fléchissement. Cependant les mesures de "redimensionnement" annoncées, qui "n'excluent pas des licenciements individuels", montrent que le trust entend en tout cas préparer la voie d'une attaque plus massive encore.

En Suisse romande, l'incertitude plane sur le sort de centaines de travailleurs de la métallurgie. A la SIM, à Morges, après la fermeture de la fonderie et le transfert de l'atelier des soupapes au Portugal, nul ne sait si et quand l'entreprise fermera ses portes. A Vevey, aux Ateliers de constructions mécaniques (ACMV), le passage de la majorité de fait des actions aux mains du financier Werner Rey ne laisse rien présager de bon pour les travailleurs de cette "entreprise relativement vulnérable" (NZZ dixit). Hermès Précisa International (HPI), qui on s'en souvient avait été rachetée par le trust italien Olivetti, aura au moins appris quelque chose de la concurrence japonaise : la manière de licencier en douceur. La direction a en effet convié 120 travailleurs à se porter "volontaires" pour quitter l'entreprise. Rappelons que les travailleurs de HPI sont au chômage partiel et que 54 d'entre eux sont partis en retraite anticipée au mois d'avril.

Enfin, les Ateliers des Charmilles à Genève prévoient de nouveaux licenciements, sans en préciser l'ampleur, tout en indiquant que son appareil de production "est surdimensionné de 25 o/o par rapport au carnet de commandes"...

CAPITALISME ET CRISE

Du bon usage du chômage partiel

Au moment où le trust Sulzer recourt massivement au chômage partiel, il est bon de rappeler la leçon de choses donnée par le PDG de Brown Boveri (BBC), H. P. Schulthess : "On recourt normalement au chômage partiel lorsque l'on est certain que par la suite il sera à nouveau possible d'atteindre un plein rendement. Le recours au chômage partiel contient donc un jugement plutôt positif de l'évolution à moyen terme". (Basler Zeitung, 7 août 82).

Cela ne fait que confirmer (voir La Brèche no 275 du 1er mai 1982) tous les abus patronaux en la matière. Le patronat se sert ainsi du chômage partiel en attendant des temps meilleurs; dans l'intervalle, il économise des charges salariales et évite le gonflement de ses stocks. C'est autant de gagné pour lui — sur le dos de l'assurance-chômage — et des centaines, sinon des milliers de

francs de perdus pour chaque chômeur partiel.

Tiers Monde : un avenir qui dure

Dans son rapport annuel sur le développement, la Banque mondiale effectue un tournant radical : alors que jusqu'à présent sa stratégie était plutôt de stimuler une certaine industrialisation des pays sous-développés (qui ne changeait du reste pas grand-chose à leur dépendance et à leur exploitation), elle redécouvre les joies de l'agriculture. Ou'elle le fasse au moment où l'Occident capitaliste est en pleine récession et où la concurrence s'exacerbe n'est certainement que pure coïncidence...

Les experts financiers de la Banque mondiale constatent donc que "la croissance économique va de pair avec le progrès agricole" (Le Monde, 17 août 1982) dans les pays où l'agriculture fait vivre plus des deux tiers de la population. Et ce

progrès passe lui-même par la mobilisation des paysans "prêts à travailler dur, à innover et à investir pour l'avenir". Ces fainéants de sous-développés ainsi remis au travail devront toutefois posséder d'étonnantes capacités de planification à très long terme. Car, toujours selon Le Monde, "il faut parfois des décennies, parfois des siècles pour instaurer les conditions préalables d'une vive expansion, souligne la Banque mondiale. La croissance est une longue patience". Et la faim n'est qu'une lente agonie.

Larmes de crocodiles à Detroit

Thomas Hague, vice-président de la firme américaine Borg-Warner, l'un des plus gros fournisseurs de l'industrie automobile a piqué une grosse colère contre les constructeurs japonais, accusés d'exploiter honteusement leurs ouvriers : "Les travailleurs japonais travaillent souvent 10 heures

d'affilée sans aucune pause. Ils sont durement sanctionnés quand ils commettent la moindre erreur. Leur niveau de vie est très inférieur à celui des ouvriers américains. L'Etat ne leur procure ni retraite, ni programme de formation permanente." (Libération, 20 août 1982). Ce patron si social a toutefois omis de commenter les données suivantes : de 1979 à 1981, les trois grands de l'industrie automobile américaine (Ford, General Motors et Chrysler) ont enregistré dix fois moins de grèves que lors des trois années précédentes. La raison de cette "paix sociale" ? Les licenciements massifs dans l'automobile US qui ont permis aux trois grands de se débarrasser de tous les jeunes militants syndicaux un peu trop remuants (Libération, 17 août 1982). Gageons que si cela s'était passé au Japon, Monsieur Hague aurait immédiatement pris la défense de ces syndicalistes...

Burke

Fonction publique, congrès de la VPOD :

Les 40 heures pour bientôt ?

Une fois encore, le congrès de la VPOD (devenue SSP, Syndicat suisse des services publics) a vu s'exprimer une minorité opposée à la ligne collaborationniste de la direction. Ce courant minoritaire a avancé des propositions d'action permettant de rassembler les forces au niveau national pour contrer la bourgeoisie, en particulier afin d'obtenir la semaine de 40 heures. Quelques-unes de ces propositions ont trouvé une majorité dans le congrès.

Des mots, des mots, des mots...

La situation dans le secteur public s'est dégradée. Ce constat a fait l'unanimité au congrès de Bâle de la VPOD/SSP. Depuis la récession de 1975, elle n'a pu obtenir que quelques améliorations partielles des conditions de travail. Ce fait fut au centre des débats du congrès. Le responsable de la police bâloise, Karl Schnyder, mit en garde, dans son discours de salutation, contre

politique : la confrontation avec la bourgeoisie ne saurait être évitée; le syndicat doit donc choisir lui-même des revendications lui permettant de passer à l'offensive au niveau national. Cette offensive doit cependant être conçue et organisée pratiquement comme une campagne propre du syndicat et pas seulement servir de menace verbale. Ces orateurs se situaient ainsi dans la tradition du courant combatif de la VPOD/SSP, qui au congrès précédent avait déjà proposé un plan



Manifestation du Mouvement de la fonction publique à Genève : un bilan que la direction de la VPOD ne tire pas.

toute confrontation précipitée et appela à plus de réalisme et de flexibilité. Le ton fut différent chez Richard Müller, président de l'USS : "abolition de toutes les armées", "indexation des salaires sinon nous faisons grève", pouvait-on lire le lendemain dans la presse quotidienne. Bref, une caricature de la politique des grandes déclarations et de l'immobilisme pratique.

Dès la première discussion sur l'ordre du jour, des délégués prirent la parole pour proposer une autre

d'action et avait été alors violemment diffamé. A ce congrès-ci toutefois, le débrayage de la fonction publique genevoise — qui déboucha sur le seul succès important dans les services publics — pu servir de référence positive.

L'attitude de la direction, qui se refusa à faire le bilan de l'expérience genevoise, fut critiquée; lors de l'approbation du rapport d'activité qui suivit, un tiers des délégués exprimèrent leur accord avec cette critique en s'abstenant.

Quelles actions pour la semaine de 40 heures ?

Cette confrontation ressurgit lors de la discussion du texte "Points essentiels de l'activité syndicale de la VPOD", qui, après l'énumération de dizaines de revendications politiques et syndicales, qualifie les 40 heures d'objectif principal. Cette première détermination d'un objectif précis pour toute la VPOD/SSP est le fruit d'une dizaine de propositions des sections, en particulier du courant combatif. Mais comment aller au-delà d'une simple déclaration de principe sur l'importance des 40 heures ? Dans la discussion préparatoire au congrès, des propositions concrètes avaient déjà été faites : pour une journée d'action nationale, pour une manifestation, pour une pétition commune, etc. La direction, elle, ne voulait entrer en matière dans ce congrès que sur la proposition d'intervenir auprès de l'USS pour le lancement d'une initiative visant la réduction du temps de travail. Pour le reste, elle fit référence aux différentes situations locales et professionnelles, tout en se dissimulant derrière l'autonomie des sections.

Les délégués de 7 sections proposèrent donc lors du congrès un ensemble de mesures (cf. encart), qui furent débattues durant les dernières heures, les plus intéressantes. Les arguments utilisés par les adversaires de ces mesures furent révélateurs : elles cherchaient à couler les sections dans un seul moule, la tactique de négociation devant être différente d'un endroit à l'autre, la pétition était un aveu de faiblesse (un secrétaire la qualifia même de moyen féodal !). Tous ces arguments n'exprimaient pas la volonté de recourir à des moyens d'action encore plus durs, mais bien de poursuivre une politique de collaboration traditionnelle, où la base est au mieux appelée à protester, lorsque du reste tout est déjà joué. A l'inverse plus d'une douzaine de délégués défendirent avec véhémence les moyens d'action proposés et parvinrent même à gagner une majorité des délégués pour une manifestation nationale.

Prises de positions politiques

La discussion des positions politiques syndicales se déroula malheureusement sur la base de propo-

sitions déposées au dernier moment et insuffisamment discutées.

— Le soutien à l'initiative introduisant le référendum en matière de crédits militaires fut rejeté. Un délégué de la place d'armes d'Emmen avait menacé de démissionner en cas d'acceptation. La direction soutint ce rejet, car une discussion préalable dans les sections était nécessaire. Richard Müller et son "abolition de toutes les armées" avait malheureusement déjà quitté le congrès...

— Le soutien à l'initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite à 60/62 ans fut aussi rejeté, au nom de l'égalité des droits.

— La conception social-démocrate de l'Etat exprimée dans les "Points essentiels", qui veut que l'Etat ait à imposer le bien-être général face au pouvoir capitaliste fut maintenue...

Par contre, après une longue discussion, la proposition, défendue par la direction, de demander à l'Etat de créer davantage de postes de travail à temps partiel fut repoussée.

La "gauche", autre chose qu'un ramassis d'intellectuels

Ce congrès de la VPOD/SSP n'exprime certainement pas un tournant de ce syndicat : la direction et la ligne politique sont restées les mêmes. Mais les problèmes que rencontre le syndicat sont devenus plus aigus. Ainsi le courant combatif a pu trouver une audience plus large. Il n'était plus possible de le traiter de groupuscule d'intellectuels romands, avides de manipulation. Plusieurs délégués suisses allemands s'exprimèrent dans le sens du courant combatif, qui trouva d'ailleurs un écho dans différents groupes et secteurs professionnels, celui de la santé par exemple. Et, lors des votations, on put constater que les délégations des sections n'étaient plus des blocs homogènes.

Face au durcissement de la situation, le congrès a placé la semaine de 40 heures au centre des activités de la fédération et a décidé dans ce but une manifestation nationale. Ces décisions doivent maintenant être traduites par des actions concrètes.

Mike

PROPOSITIONS D'ACTION POUR LES 40 HEURES

Le Congrès de la VPOD décide d'engager, d'ici janvier 1983, une campagne nationale pour la réduction du temps de travail, en priorité sur les 40 heures, sans diminution de salaire et avec augmentation correspondante des effectifs, comme premier pas en matière de réduction de l'horaire hebdomadaire. Dans ce but, la VPOD appelle toutes les sections de la Fédération

— à prendre des initiatives de mobilisation des travailleurs pour obtenir de la part de leurs autorités et (ou) employeurs respectifs l'ouverture de négociations sur ces revendications.

— à recourir dans le cadre de cette campagne, aux moyens de pression nécessaires (pétitions adressées aux employeurs, assemblées générales de personnel, meetings, manifestations, débrayages, grèves, etc.) (...)

— à obtenir la collaboration des cartels syndicaux, des associations locales, des sections et d'autres syndicats, ainsi que des associations de personnel locales et régionales, afin de mener des actions communes.

REFUSE

Il incombe aux instances fédératives de :

— organiser, si possible avec le personnel de l'Union Fédérative et d'autres organisations du personnel de la fonction publique, une manifestation nationale. Celle-ci peut prendre la forme de manifestations régionales simultanées. Pour la préparer, les sections et la Fédération organisent des journées d'action et de mobilisation.

ACCORTE

— lancer une pétition nationale demandant l'introduction de la semaine de 40 heures, sans diminution de salaire et avec augmentation des effectifs. L'objectif des 40 heures devra être atteint au plus tard le 1er janvier 1985. Ceci ne doit pas empêcher les sections qui en ont la possibilité d'adopter des moyens de lutte plus avancés.

REFUSE PAR 114 VOIX CONTRE 114 VOIX

— pour intégrer à cette mobilisation les sections et les secteurs de la VPOD, les instances fédératives mettent sur pied une commission nationale de travail ad hoc.

REFUSE

Propositions faites par des délégués des sections de : Berne Générale, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Vaud-Etat, Genève, Neuchâtel et Tessin.

Envoyé par Begin pour expliquer la position de son gouvernement aux USA et en France, le leader de "l'opposition" travailliste israélienne, Shimon Pérès, osait encore expliquer au Monde (18 août 1982) qu' "à l'origine, le mouvement sur Beyrouth n'était pas programmé". Pour justifier le soutien des socialistes israéliens à l'agression de Tsahal (l'armée israélienne), Shimon Pérès feint d'oublier les déclarations répétées de Begin, Sharon et tout l'état-major affirmant que l'objectif était de "liquider l'OLP", "instaurer un régime fort au Liban" et chasser les troupes syriennes.

En deux mois de combats, l'armée israélienne a tout fait pour atteindre ces objectifs. Tandis que l'attention se portait surtout sur le massacre de Beyrouth-Ouest, l'armée israélienne rasait au bulldozer les camps de réfugiés dans le Sud, forçant des milliers de Palestiniens à un nouvel exil, après avoir systématiquement trié la population. Comme le souligne Eric Rouleau (*Le Monde Diplomatique*, août 1982) : "Jérusalem n'a pas lésiné sur les moyens. Quelque quatre-vingt mille hommes, des centaines de chars et de blindés, des pièces d'artillerie lourde ont été jetés dans la bataille; des escadrilles de bombardiers, des unités de la marine de guerre ont eu recours aux fusées, aux bombes à fragmentation et au phosphore pour pilonner sans discernement des villes et des villages afin de déloger les fedayin qui s'y trouvaient. De sept à dix mille personnes suspectes de sympathie pour les 'terroristes' avaient été internées fin juillet".

LA RÉSISTANCE DES PALESTINIENS

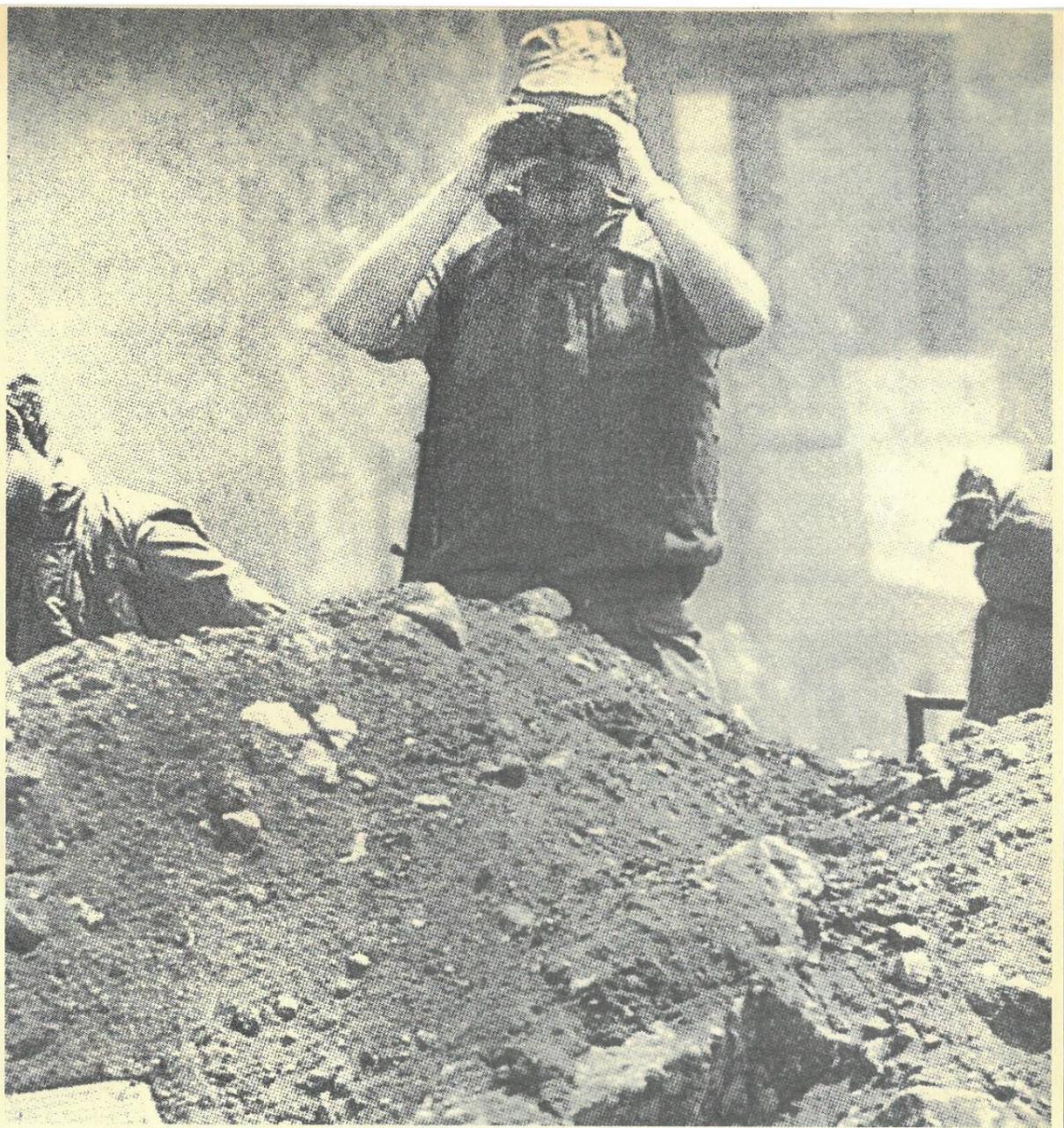
Face à cette redoutable machine de guerre, la résistance palestinienne retranchée dans Beyrouth a tenu, des jours durant, avec un armement beaucoup plus faible, sans eau et sans ravitaillement. La portée de cette résistance est très importante pour tous les peuples arabes opprimés. "Nous aurons soutenu la plus longue guerre dans l'histoire des conflits du Moyen-Orient, une guerre d'un type nouveau aussi bien à Beyrouth que derrière les lignes ennemies. Le David palestinien aura tenu tête au Goliath israélien", explique Nayef Hawatmeh, dirigeant du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP, l'une des composantes de l'OLP). Une résistance dont aucun des gouvernements arabes ne peut se prévaloir (y compris la Syrie dans cette guerre) et qui confirme le rôle que prend la résistance palestinienne dans tout le monde arabe : première victime de la colonisation sioniste, arraché de ses terres et condamné à l'exil, le peuple palestinien est aussi le plus acharné à résister.

Certes, l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth consacre un rapport de forces où l'armée israélienne reste maître au Liban. Mais l'échec militaire, au terme d'une résistance héroïque, se double d'un gain politique réel pour le peuple palestinien. Begin et Sharon ont beau peindre Arafat comme un "nouvel Hitler" (retranché dans son "bunker" !) et continuer à considérer les combattants palestiniens comme des "terroristes" et non des prisonniers de guerre, la résistance palestinienne est apparue, sur le plan international, comme légitime, ancrée dans le droit de ce peuple à son autodétermination et à son indépendance. Militairement — selon E. Rouleau — 60 o/o de l'infrastructure de l'OLP aurait encore été intacte à la fin de juillet. Mais la force de la résistance palestinienne ne tient pas essentiellement à son armement — par ailleurs très faible face à l'armée israélienne. L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) regroupe, depuis 1964, les principales composantes de la résistance, s'est dotée d'une sorte de parlement (le Conseil National), organise l'ensemble de la "diaspora" palestinienne dans le Moyen-Orient où elle assure l'éducation, les services de santé, l'administration des camps de réfugiés, la perception d'impôts auprès des Palestiniens en exil — bref n'est rien d'autre que l'appareil d'Etat d'un peuple déraciné, exclu de son territoire. Reconnue par 117 gouvernements (mais pas par la Suisse qui, comme toujours, se cache derrière la reconnaissance des Etats et non des gouvernements, ce qui lui permet de reconnaître Israël mais non l'OLP), l'OLP est l'expression du droit du peuple palestinien à ses terres et à son identité nationale. C'est cette réalité politique et sociale de la résistance palestinienne qui explique la capacité des combattants de Beyrouth de tenir tête à l'agresseur. Battue militairement, la résistance palestinienne a en tout cas réussi à annuler les calculs de Begin qui s'acharne à la présenter comme une "bande de terroristes".

QUI DOIT RECONNAITRE QUI ?

Depuis 1974, l'OLP a d'ailleurs connu une profonde évolution. Acceptant la création d'un mini-Etat palestinien (en Cisjordanie et dans la bande de Gaza) à la place de la libération complète de la Palestine, elle s'est déclarée prête à souscrire à la fameuse résolution 242 de l'ONU (qui reconnaît à Israël le droit à des "frontières sûres") à condition que cette résolution inclue les "droits légitimes du peuple palestinien", qui n'y figurent toujours pas. Comme le souligne E. Rouleau : "Si la Communauté européenne a pris en ligne de compte cette évolution... les Etats-Unis choisissent de la nier ou, pire encore, de l'ignorer purement et simplement, suivis en cela par la majorité de la presse internationale".

Ce boycott s'explique. Depuis ses origines, le sionisme et l'Etat d'Israël se sont constitués sur la négation pure et



Liban :

LA GUERRE N'A RIEN RÉSOLU

Après plus de 70 jours de guerre — la guerre la plus longue qu'ait menée Israël depuis sa fondation — un accord a donc été passé pour permettre l'évacuation des forces palestiniennes assiégées. Un accord fragile, que le moindre coup de feu peut remettre en cause. Les cessez-le-feu n'ont-ils pas été sans cesse violés depuis deux mois et l'état-major israélien n'a-t-il pas répété son intention de "détruire l'OLP" ? Si cependant cette évacuation se déroule sans accroc, rien ne sera résolu pour autant. Begin-Sharon n'ont pas réussi à atteindre pleinement leurs objectifs et la "question palestinienne" reste une épine dans le pied de tous les gouvernements du Moyen-Orient.

simple des droits du peuple palestinien. Golda Meïr se permettait encore, il y a quelques années, d'affirmer : "Les Palestiniens, connais pas", tandis que le général Dayan se félicitait : "Il n'y a plus de Palestine. Fini. J'aurais dû dire 'I am sorry', mais je ne le regrette pas". La résistance palestinienne dans Beyrouth a démenti ces cyniques affirmations ! Mais Begin n'en démord pas. Contrairement à ce qu'on veut encore faire croire en imputant à l'OLP le refus de reconnaître l'Etat d'Israël, comme l'a encore répété Mitterrand, ce sont les dirigeants sionistes qui sont intraitables. Menahem Begin, depuis qu'il est au gouvernement, n'a cessé de répéter que "même si l'OLP reconnaît Israël et met fin au terrorisme, elle ne sera jamais un interlocuteur pour Israël" ¹⁾. L'invasion du Liban n'a été que la suite de cette politique.

Une fois de plus, les puissances occidentales s'efforcent de cacher cette vérité derrière une prétendue "solution négociée", des prétendues "responsabilités partagées" et... en envoyant des troupes contrôler le retrait des Palestiniens.

LA CRISE EN ISRAËL

Et le retrait de l'armée israélienne ? Après deux mois de massacre, aucune assurance n'est donnée à ce sujet. Toute l'hypocrisie des "médiateurs" impérialistes s'illustre ici. Selon les dernières informations, l'armée israélienne s'appête pourtant à plusieurs mois d'occupation ! Si Begin et Sharon ont dû, pour l'instant, renoncer à "liquider" l'OLP, ils n'ont pas renoncé à chasser les troupes syriennes

ni à instaurer un régime fort (sous la présidence du chef des milices chrétiennes Gemayel) au Liban. La guerre risque donc fort de se prolonger au Nord, dans la plaine de Bekaa où sont concentrées les troupes syriennes et une partie de la résistance palestinienne. Quant au "gouvernement fort", il est contesté par la majorité des communautés musulmanes du Liban — qui boycottent le Parlement chargé d'élire Gemayel à la présidence. L'instauration d'un régime "fort", à plus forte raison présidé par le chef des milices chrétiennes (qui a fait assassiner en 1978 le fils du président Frangié, puis des partisans de l'ex-président Chamoun), ne peut que conduire à une poursuite des conflits et de la guerre civile. Begin ne le voit certainement pas d'un mauvais oeil, les dirigeants sionistes étant au fond partisans d'un démembrement du Liban en minorités rivales, où puisse s'imposer le contrôle d'Israël sur des pans entiers du territoire libanais.

L'armistice conclu pour le départ des Palestiniens de Beyrouth n'a donc encore résolu aucun des problèmes. Il ouvre même la porte à une occupation prolongée de l'armée israélienne.

Cependant, contrairement aux guerres passées, celle-ci a fait mûrir une crise sociale profonde en Israël même. D'abord, parce que cette guerre coûte une fois de plus très cher : après six semaines de combats, le coût était déjà évalué, le 26 juillet, à 1 200 millions de dollars ²⁾ ! Un dixième du budget de l'Etat israélien. Ce qui stimule évidemment une forte hausse des prix. Le 15 août, la Knesset

(le parlement israélien) a approuvé des hausses de 25 o/o sur les prix des transports, des timbres, du téléphone, du fuel, de l'eau, de l'électricité. Pour juillet, l'inflation a été de 9,2 o/o, soit 63,7 o/o depuis le début de l'année. Les 100 o/o d'inflation de l'an dernier seront sans doute dépassés à la fin de 1982. Déjà des premières manifestations (organisées par les Panthères noires et le PC israélien) contre le coût de la guerre apparaissent. L'économie israélienne ne pourra couvrir ces frais sans l'aide des puissances impérialistes et de la communauté juive. M. Aridor, ministre des finances, est déjà parti pour Washington demander une rallonge aux 2,2 milliards de dollars précédemment accordés cette année par les USA. Les puissances impérialistes, si prompts à décréter le boycott contre l'URSS ou l'Argentine, auraient les moyens immédiats de faire céder le gouvernement Begin, en coupant les crédits !

A l'inflation s'ajoute une opposition croissante à la guerre. La manifestation des 100 000 Israéliens, le 3 juillet à Tel-Aviv, l'a montré. Proportionnellement à la population, "c'est comme si 1 700 000 Français et 6 millions d'Américains étaient descendus dans la rue autrefois pour manifester respectivement contre les guerres d'Algérie et du Vietnam" (E. Rouleau, *Le Monde Diplomatique*, août

1982). Et plus l'occupation du Liban se prolonge, avec sa cohorte de hausse des prix, plus ce mécontentement risque de s'accroître. C'est cela aussi le fruit de l'héroïque résistance des combattants palestiniens et libanais progressistes de Beyrouth.

LE SORT DES PALESTINIENS

Evacués de Beyrouth, que deviendront ces combattants palestiniens ? Ici encore, l'armistice intervenu ne fait que repousser la question. Les gouvernements arabes — qui n'ont soutenu la résistance que du bout des lèvres, sans pression sur les USA ni aide matérielle significative — sont inquiets, car la "question palestinienne" signifie pour eux l'accueil d'un peuple exilé et combattant pour ses droits qui ravive, à chaque fois, dans le pays même, les sentiments nationaux et anti-impérialistes des populations arabes.

Il faut comprendre dans ce cadre la déclaration du porte-parole syrien du 9 juillet affirmant : "Les combattants palestiniens ne doivent pas quitter Beyrouth pour se rendre en Syrie, car leur place naturelle (sic !), en attendant la récupération de leurs droits, est là où ils sont actuellement". En Jordanie — où les Palestiniens forment le 60 o/o de la population — l'inquiétude est plus grande encore et une personnalité gouvernementale a bien fait comprendre que "la place des Palestiniens est en Palestine. Leur dispersion dans les pays arabes signifierait la liquidation de leur cause"³⁾. Cette inquiétude est encore accrue par le fait que les dirigeants israéliens laissent entendre qu'un "Etat palestinien" devrait être créé "en Jordanie, par tous les moyens, y compris militaires", selon les déclarations du conseiller du général Sharon, S. Baum (*Libération*, 8 juillet 1982). Evidemment, une telle "solution" ne se conçoit, pour les dirigeants israéliens, qu'en imposant un régime "sûr" en Jordanie...

La résistance palestinienne continuera donc, dans d'autres pays arabes, à prolonger la crise sociale et politique du Moyen-Orient. Loin d'anéantir le nationalisme palestinien et arabe, le gendarme sioniste ne fait que l'attiser. Ce n'est pas un hasard : derrière les conditions particulières nées de l'existence d'Israël, c'est en fait contre l'oppression nationale de tout le monde arabe par l'impérialisme que luttent les combattants palestiniens.

M. Thévenaz, 20 août 1982

GEMAYEL : LA POURSUITE DU GÉNOCIDÉ

Elu président de la République libanaise sous la protection des canons de Tsahal et l'œil bienveillant de la "force d'interposition" internationale, Béchir Gemayel veut mettre en place un "Etat fort" où "l'armée puisse imposer sa loi". Ce que cela signifie concrètement est illustré par l'éditorial du Réveil, l'organe officieux des phalangistes, les milices chrétiennes dont Gemayel est le chef : après avoir exigé "l'élimination pure et simple" des camps palestiniens devenus "des monuments d'hypocrisie dans la mendicité", l'éditorial indique : "Il faut détruire les camps palestiniens du Liban inlassablement jusqu'à ce que disparaissent pour toujours ces ateliers de crime, ces asiles de criminels et de délinquants de toute provenance, ces pépinières de terroristes... Le gouvernement libanais commettrait une faute grave s'il se prêtait aux tentatives en cours d'utiliser la force multinationale pour la protection des camps et d'empêcher, par conséquent, leur désarmement total et leur suppression." (*Le Monde*, 24 août 1982).

Beau programme, lorsque l'on sait qu'il y a environ 600 000 Palestiniens au Liban. Parmi eux les familles des combattants de Beyrouth-Ouest, dont Israël a refusé l'évacuation. Pour en faire les otages du boucher Gemayel ?

- 1) Toutes les citations sont tirées de l'article d'Amnon Kapeliouk "L'ennemi avec lequel on ne traite pas" (*Le Monde Diplomatique*, août 1982), qui retrace l'histoire des positions israéliennes à l'égard des Palestiniens.
- 2) *Libération*, 17 août 1982. Les données qui suivent selon la même source.
- 3) Les citations syriennes et jordaniennes sont rapportées par Emmanuel Jarry (*Le Monde Diplomatique*, août 1982).



Beyrouth-Ouest sous la férule israélienne.

DÉCLARATION DE LA LCR APRÈS L'ATTENTAT DE LA RUE DES ROSIERS

Le lundi 9 août, en début d'après-midi, à Paris, plusieurs inconnus ouvraient le feu sur la clientèle et le personnel du restaurant juif "Jo Goldenberg", à la rue des Rosiers. On devait relever 6 morts et une vingtaine de blessés. Immédiatement, nos camarades de la LCR (section française de la IVe Internationale) publièrent la déclaration suivante :

Quels que soient les auteurs de l'attentat de la rue des Rosiers, cet acte terroriste aveugle, condamné par l'OLP, ne peut que desservir la cause palestinienne en favorisant l'amalgame entre l'antisémitisme ignoble et la lutte légitime contre les crimes sionistes.

Les victimes de cet attentat ne peuvent pas faire oublier que depuis des semaines, des milliers d'innocents

meurent au Liban sous le déluge de feu de l'armée israélienne, sans susciter une protestation de masse à la hauteur de ces massacres.

Il est urgent que toutes les organisations ouvrières et démocratiques se mobilisent dans l'unité pour arrêter le génocide perpétré par Begin et Sharon : c'est leur politique démentielle qui favorise aujourd'hui l'antisémitisme et se retourne contre la population juive d'Israël elle-même.

- Pour le retrait immédiat des troupes sionistes du Liban
- Solidarité avec la résistance palestinienne et libanaise
- Non au racisme et à l'antisémitisme !

Israël :

La LCR contre la guerre au Liban

Pour les militants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR-Matzpen), section de la IVe Internationale dans l'Etat d'Israël, l'agression sioniste au Liban n'a pas constitué une surprise. Et c'est dans une large mesure grâce à eux que la manifestation organisée dès le 5 juin par le Comité de solidarité avec l'université de Bir Zeit commémorant le quinzième anniversaire de l'occupation des territoires arabes par Israël devenait la première grande manifestation contre la guerre (plus de 2 000 personnes), avant même que les forces blindées sionistes n'envahissent le Liban.

Dès le lendemain de la manifestation du 5 juin, la LCR décidait de mobiliser l'ensemble de ses forces militantes dans le Comité contre la guerre au Liban où se sont retrouvés les organisations de gauche et tous ceux pour qui l'opération lancée par Menahem Begin et Ariel Sharon devait être dénoncée et complètement rejetée. Depuis, que ce soit dans le Comité contre la guerre au Liban ou dans le cadre des Groupes femmes contre la guerre, la LCR se trouve en première ligne de toutes les manifestations contre l'agression sioniste au Liban.

DÉCLARATION DE LA LCR DU 24 JUIN 1982

Après vingt jours de destruction et de massacres, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) vit et vivra toujours.

Malgré l'écrasante supériorité d'Israël, malgré les massacres, les bombardements aveugles, malgré les centaines de milliers de réfugiés, l'armée israélienne n'a toujours pas encore pu atteindre ses objectifs... Et personne ne peut nier ce fait décisif : l'OLP est bien vivante et se bat.

Le gouvernement Sharon-Begin s'était fixé pour objectif la liquidation du mouvement national palestinien, quel qu'en soit le prix. Il y a une semaine encore, le chef de l'Etat se vantait d'avoir atteint cet objectif. Mais, hier, le ministre des Affaires étrangères était obligé de reconnaître qu'il était impossible de détruire complètement le mouvement national palestinien. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'Israël a gagné la première manche aux points et non pas par knock-out, et que la seconde manche a déjà commencé. Seuls en face des divisions israéliennes et des escadrilles de bombardiers, sans aucune aide des armées arabes, les combattants palestiniens parviennent à maintenir l'essentiel de leurs forces militaires depuis plus de trois semaines. Il y a exactement quinze ans, il suffisait de six jours à l'armée israélienne pour écraser les armées arabes et conquérir des parties substantielles des territoires de Jordanie, d'Egypte et de Syrie...

La seconde manche est la bataille pour la solution politique et la bataille pour Beyrouth... Il faut arrêter l'armée israélienne (Tsahal) aux portes de Beyrouth et immédiatement. Voilà l'objectif que se sont fixé les combattants palestiniens, le mouvement national libanais et les forces syriennes qui se trouvent dans la capitale libanaise. Voilà l'objectif urgent de quiconque refuse d'accepter la logique démente d'une guerre permanente de destruction. Des milliers d'Israéliens se sont déjà mobilisés contre cette guerre, en plein pendant les combats. Dans l'armée, l'euphorie fait place au scepticisme et aux points d'interrogation, et l'on fait état de nombreux refus de servir. Cela n'est que le sommet de l'iceberg d'un mouvement qui ira s'amplifiant tant que la guerre et ses horreurs se poursuivront.

La LCR a investi toutes ses forces militantes pour construire un large mouvement antiguerre qui ouvrira un second front contre les plans de Massada¹⁾ des dirigeants de l'Etat. L'opposition résolue à la guerre n'est pas seulement une question de solidarité avec le peuple arabe palestinien. C'est avant tout une question d'autodéfense pour tout Juif ou Juive qui veut vivre sur cette terre. En développant un large mouvement contre la guerre, nous bâtissons le front uni des Juifs et des Arabes. La lutte commune des Juifs et des Arabes est l'unique possibilité de coexister en paix dans la sécurité et l'égalité.

- Non à la guerre au Liban, non à l'aventure à Beyrouth !
- Retrait immédiat de toutes les forces israéliennes du Liban !
- Solidarité totale et inconditionnelle avec la lutte héroïque du peuple arabe palestinien !
- Pour le droit à l'autodétermination du peuple arabe palestinien !
- Vive la lutte commune des Juifs et des Palestiniens contre la guerre, l'occupation et l'oppression nationale !

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (LCR)
Tel Aviv, 24 juin 1982

1) Massada, du nom du dernier bastion de la résistance juive aux Romains (66-73 ap. JC).

Abaissement
de l'âge de la retraite :

UNE NÉCESSITÉ URGENTE

* ENTRETIEN AVEC UN HORLOGER
BIENNOIS

* A 62 ans, tu as perdu ta place d'ouvrier qualifié dans une entreprise horlogère de Bienne qui procédait à ce qu'on appelle des "mesures d'assainissement". Pour bien des travailleurs et travailleuses âgés de l'horlogerie, qui perdent aujourd'hui leur emploi, il est difficile de retrouver une place. "Trop jeune pour décrépiter, trop vieux pour bosser", comme l'a dit un vieux travail-

leur nous disait qu'il ne fallait pas tuer la poule aux oeufs d'or. Aujourd'hui, on nous dit de nous tenir tranquilles pour ne pas surcharger davantage l'industrie. C'est pas seulement les patrons qui le disent, mais aussi les autorités et même souvent des secrétaires syndicaux. Il en découle qu'il faut d'abord protéger les patrons, qu'on les aide eux et non les travailleurs.



leur de Bulova. Quelles ont été tes expériences à ce propos ?

— Elles ne sont pas bien différentes. Les vieux travailleurs comme nous sont les premiers renvoyés. J'ai tout de même eu la chance de trouver une nouvelle place, mais avec une perte de salaire de 800 francs par mois. Et t'es presque obligé d'accepter. Si tu refuses, tu cours encore le risque qu'ils te suppriment l'allocation chômage.

* Ta nouvelle place de travail est aussi dans l'horlogerie ?

— Non. Aujourd'hui, tu ne trouves presque plus rien dans l'horlogerie. Tu connais la situation. On apprend chaque jour de nouveaux licenciements. J'ai lu que des travailleurs de Bulova licenciés ont cherché des places jusqu'à Zurich et Genève. Ils ont vécu et travaillé ici 20 ans et plus, ils sont liés à cette région, ils y ont leurs amis, leurs connaissances et d'un coup il leur faut lâcher tout ça pour recommencer quasi à zéro dans une autre région.

* L'abaissement de l'âge de la retraite est donc une chose urgente.

— Absolument. C'est très actuel vu la diminution de l'emploi. Dans la période de haute conjoncture, on n'aimait pas en parler, car il y avait assez de travail. A cette époque, alors que les travailleurs étaient en position de force, il aurait été important d'arracher des acquis aux patrons. Ils nous seraient utiles maintenant. Mais en ce temps-là,

J'ai lu récemment dans "Biel-Bienne" un article intitulé : "Ne plus se taire". On y lit que les travailleurs âgés qui ont perdu leur place et n'en trouvent pas d'autre parce qu'ils sont trop vieux devraient se réunir pour défendre ensemble leur droit au travail. Indépendamment des syndicats et des politiciens, ils veulent s'adresser directement au Conseil fédéral. J'espère que cela servira à quelque chose. Mais je crois que le Conseil fédéral ne sera pas plus utile que mon curé. La FTMH devrait s'y mettre. Et s'opposer aussi à la nouvelle loi sur le chômage qui punit les victimes au lieu de les défendre. L'allocation chômage ne dure déjà pas assez longtemps. J'en connais beaucoup qui ont déjà été écartés par l'assurance-chômage. Et maintenant ils introduisent ces réductions de 5 o/o...

* N'est-il pas déjà possible aujourd'hui d'avoir une retraite anticipée ?

— Non. C'est possible à la Commune parce qu'il y a une caisse publique. On peut avoir une retraite dès 60 ans. Mais l'argent que nous avons versé, nous, on ne l'obtient pas. Il nous faut attendre, même si, d'ici là, nous devons vivre de l'assistance-sociale...

Comité National d'initiative
"Pour l'abaissement de l'âge
de la retraite à 62/60 ans"
(POCH, PdT, PSA, PSO)

Droits égaux :

Première victoire juridique

En février de cette année, le Grand Conseil bernois votait enfin une nouvelle loi sur l'enseignement ménager complémentaire : le "cours de casseroles" est facultatif dans le canton à partir du 1er août, mais les communes gardent le droit de le rendre obligatoire ! Jusqu'à ce jour aucune commune n'en a décidé ainsi. Ce cours est donc de fait facultatif !

Le recours de l'OFRA

Cette loi fait suite à l'acceptation par le peuple suisse du principe de l'égalité des droits entre femmes et hommes le 14 juin 1981, mais est aussi sans aucun doute une première victoire de la lutte menée depuis trois ans par le comité pour un cours mixte et facultatif. Victoire certes, mais largement insuffisante... Nous ne saurions tolérer que certaines communes, plus conservatrices ou profitant de l'absence d'un mouvement revendicatif, rétablissent le caractère obligatoire du cours... au nom d'un "fédéralisme" bien connu chez nous pour diviser les femmes ! C'est à cause de ce danger que l'OFRA-Bienne et Berne, avec quatre personnes à ses côtés (dont une boycottteuse, un père,

une mère), a déposé un recours de droit public au Tribunal fédéral (TF) demandant, selon le principe de l'égalité, de rendre caduque cette loi en vertu des discriminations potentielles qu'elle contient.

L'appréciation par le TF d'un tel recours sera de plus un test important pour toutes les autres actions en justice sur l'égalité. Si cette appréciation est positive, elle fournira aussi une base légale applicable dans tous les autres cantons où le "cours de casseroles" existe, même les plus primitifs en matière de féminisme. Le cours ménager non mixte ne sera alors plus qu'une relique du passé ! Le dernier objectif du recours sera de voir si le TF reconnaît à l'OFRA la qualité de recourante, aspect non négligeable pour toutes les luttes féministes à venir.

L'acquiescement
des boycottteuses

Mais, malgré cette nouvelle loi, malgré le "14 juin", la commission du "cours de casseroles" et la justice de Bienne ont décidé d'aller à contre-courant, en envoyant, en février dernier, des amendes à celles qui avaient boycotté le cours. Suite à une action en opposition, nous avons comparu vendredi 20 août devant le juge.

Cette fois, la victoire est là : nous avons été acquittées, le principe de l'égalité a été reconnu ! Le juge, par ailleurs socialiste, a enfin dû admettre en fonction du nouveau contexte politique la légitimité de toute notre action et du boycott de 1980. Pour ne pas nous faire la part trop belle quand même, le juge s'est permis une petite entourloupette juridique en nous mettant à charge les frais de procès (200 francs). Un recours contre cette décision n'est vraiment pas à exclure. Mais en attendant, fêtons la victoire, celle de l'égalité.

une boycottteuse acquittée
Marie-Corinne

L'école bernoise en question

"Encourager au lieu de sélectionner", tel est le titre que les POCH et le PSASJ (Parti socialiste autonome du Sud-Jura) ont choisi de donner à leur initiative cantonale, dont le principal intérêt réside dans l'instauration d'un cycle d'orientation aux niveaux 5 et 6. La sélection à l'école secondaire se verrait ainsi reportée de deux ans.

Le Parti socialiste ouvrier (PSO) défend bien évidemment cette initiative et a adhéré au comité cantonal de soutien. Outre le fait que l'initiative propose un certain nombre d'améliorations non négligeables, il faut souligner qu'elle est l'occasion d'un important débat dans le canton de Berne. L'école y est à l'ordre du jour puisqu'une révision globale du système scolaire entre dans sa phase de consultation. Une révision derrière laquelle la Direction de l'instruction publique (DIP) et le gouvernement se sont d'ailleurs réfugiés pour proposer le rejet de l'initiative qui sera soumise au peuple en septembre. Il était difficile d'attendre autre chose de la part d'un exécutif où les trois représentants socialistes ont pratiquement renoncé à toute autonomie aux côtés des six élus bourgeois radicaux et agrariens.

Les groupes enseignants VPOD de Bienne et Berne, avec l'appui de la VPOD cantonale, ont décidé quant à eux de mener une campagne dynamique, en partant du principe que l'acceptation de l'initiative ne pouvait que peser favorablement dans le contexte de la révision globale de la loi scolaire. Les enseignants VPOD sont d'ailleurs les seuls de leur profession à soutenir l'initiative, puisque la "vénérable" Société des enseignants bernois (SEB) la rejette, voire la condamne. Ce sont les instances de la SEB, qui travaillent main dans la main avec

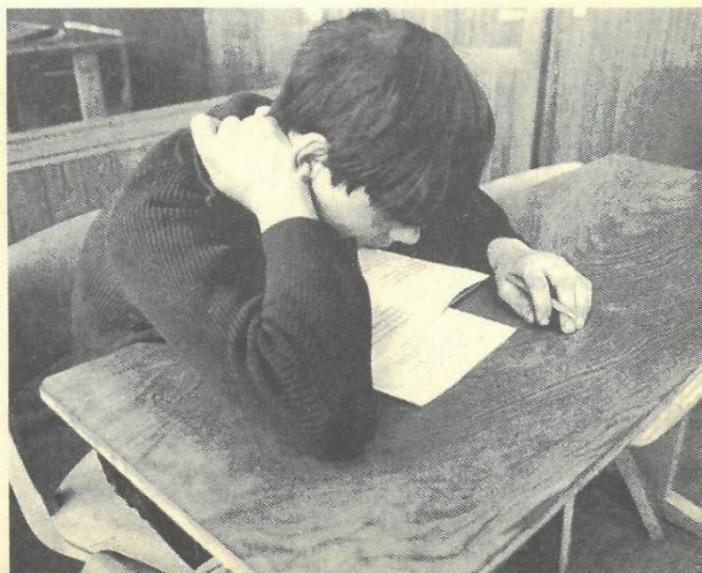
le DIP, qui ont de fait pris cette décision, puisque la base n'a tout simplement pas été consultée, une pratique par ailleurs courante dans la corporation.

La bataille est importante et le récent débat qui a eu lieu dans le canton de Vaud en témoigne. L'école est dans le collimateur de la droite qui est prête à lancer des campagnes démagogiques pour accroître sélection et répression, pour remettre en question les moindres innovations. Pour ces milieux réactionnaires, l'école doit rester l'in-

strument de sélection sociale qu'elle a toujours été, au service d'une idéologie de classe. Notons d'ailleurs que l'initiative n'est en soi pas une alternative et ne saurait à elle seule remettre en cause le scandale de la sélection. Elle ouvre de nouvelles perspectives pédagogiques, elle ne répond pas à toutes les questions légitimes que la classe ouvrière se pose depuis qu'on essaie de lui faire croire que l'école est un instrument d'émancipation.

La gauche, elle, semble unie et on a même vu le Cartel syndical biennois adhérer au comité de soutien. Un comité assez impressionnant qui n'est pas loin de réunir l'ensemble de la gauche biennoise à l'exception encore du... Parti socialiste bernois !!!

correspondant biennois



Grande-Bretagne, après les Malouines :

La victoire militaire de Thatcher aux Malouines a été accompagnée d'une victoire politique significative en Grande-Bretagne. En effet, les dirigeants du Parti Travailleuse britannique, Michael Foot et Denis Healy, donnèrent l'équivalent d'un chèque en blanc à cette guerre réactionnaire. Foot, pacifiste social-démocrate, fit preuve d'un bellicisme marqué durant le conflit. Les conservateurs purent d'autant plus facilement gagner un large appui à leur guerre dans la classe ouvrière.

La Dame de fer chercha immédiatement à exploiter cet avantage au bénéfice de sa politique d'austérité. Rappelons que les conservateurs, pour sortir du marasme une économie qui n'a cessé de dégringoler, ont donné la priorité à la lutte contre l'inflation et à l'accroissement de la productivité du travail : suppression des crédits aux "canards boiteux", réduction sévère des dépenses sociales, culturelles et éducatives, etc. Les résultats de cette politique sont bien connus. Il y a désormais 3,2 millions de chômeurs, soit 13,4 o/o de la population active. En 1979, le pays en comptait 1,3 million. A fin 1981, la productivité s'est accrue de 9,8 o/o, et les bénéfices des capitalistes de 13 o/o.

La guerre contre les travailleurs

Par contre, le niveau de vie a baissé de 6 o/o en moyenne dans le secteur privé. Ces chiffres ne sont pas un bulletin de victoire pour le gouvernement. En effet la production industrielle continue à diminuer, ce qui ne laisse pas d'autre choix à la bourgeoisie que d'intensifier sa politique de régression sociale, en forçant la classe ouvrière à accepter une nouvelle dégradation de ses conditions de vie. C'est la raison de la guerre impitoyable menée par Thatcher contre les syndicats britanniques.

La défaite de la grève des conducteurs de locomotives des chemins de fer britanniques en juillet est une bonne illustration de la situation actuelle du mouvement ouvrier, politiquement affaibli face à l'offensive des conservateurs, mais gardant une force organisationnelle importante.

Dans le but de diminuer le nombre d'emplois dans les chemins de fer, la direction exigea des conducteurs qu'ils acceptent l'introduction d'un horaire flexible de travail. Jusqu'à présent, les conducteurs bénéficiaient de la journée de 8 heures. Un tel horaire flexible devait permettre la suppression de 4 000 emplois. Le syndicat des conducteurs - l'ASLEF - décida de se mettre en grève contre ce plan. En guise de riposte, la direction, avec l'appui total de Thatcher, menaçait d'adresser des lettres de licenciement aux 225 000 employés des chemins de fer et de ne réembaucher que ceux qui accepteraient les restructurations par une déclaration individuelle. Malgré un appui important provenant de toute une série de syndicats, notamment de celui des mineurs, les conducteurs durent mettre fin à leur grève. Seule une extension de la lutte à d'autres secteurs de la classe ouvrière aurait permis d'obtenir une victoire. Or, la direction nationale du TUC (Trades Union Congress - organisme faïtier des syndicats britanniques) menaçait d'exclure l'ASLEF de ses rangs si celui-ci n'acceptait pas le compromis élaboré en coulisse par le TUC et la direction des chemins de fer, prévoyant l'introduction progressive de l'horaire flexible.

La trahison de la direction du TUC montre bien que l'une des tâches cruciales du mouvement ouvrier britannique est de constituer une direction alternative à la bureaucratie travailliste. La gauche syndicale et travailliste s'y emploie.

John Butler

Elections mexicaines :



Le meeting final de la campagne électorale du PRT, à Mexico.

LA PERCÉE DU PRT

* LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS (PRT, SECTION MEXICAINE DE LA IV^e INTERNATIONALE) DEVIENT LA QUATRIÈME FORCE POLITIQUE DU PAYS.

Durant plus de 6 mois, nos camarades du PRT ont mené une campagne électorale qui s'est terminée à fin juin par un rassemblement monstre de 50 000 personnes sur la Place des Trois Cultures à Mexico. Début juillet, les élections mexicaines faisaient du PRT - malgré les manipulations et les fraudes électorales du parti au pouvoir, le PRI - le quatrième parti politique du pays. Comme le disait l'éditorial d'un des principaux quotidiens mexicains : "Quels que soient les résultats finals, le PRT s'est affirmé comme une force politique avec laquelle il faudra désormais compter".

Les origines de la "réforme politique"

Depuis plusieurs années, les conditions de vie des travailleurs et des paysans pauvres mexicains n'ont cessé de se dégrader. Des secteurs importants de la classe ouvrière et de la paysannerie ont commencé à se mobiliser pour répondre à cette détérioration de leur situation, en multipliant les luttes. Les vieux appareils d'encadrement des masses de la bourgeoisie mexicaine, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, longtemps parti unique) et la centrale syndicale CMT avaient de plus en plus de peine à canaliser ce mouvement. Cette évolution a amené les dirigeants mexicains d'une part à accroître la répression sélective (300 à 400 disparus, selon Amnesty International) et d'autre part à initier un processus d'ouverture politique relative, afin de redorer un peu le blason d'institutions ayant beaucoup perdu de leur légitimité (le taux d'abstention lors des élections tournait autour de 45 o/o). D'où la "réforme politique" qui permettait la participation conditionnelle de différents partis politiques aux élections. Parmi eux, le PSUM (Parti socialiste unifié du Mexique, nom du Parti communiste) et le PRT.

La campagne du PRT

Nos camarades, qui présentaient plusieurs dirigeants ouvriers et paysans aux élections parlementaires, avaient choisi Rosario Ibarra de Piedra comme candidate à la présidence. C'est une figure nationale-

ment connue de la lutte pour les droits démocratiques et contre la répression gouvernementale, dont le propre fils fait partie des "disparus" du régime.

L'intense campagne électorale du PRT a recueilli un large écho : "La campagne n'a pas seulement fait connaître le PRT, son programme, ses prises de position, dans le pays tout entier. Elle a permis de jeter les bases de la construction de notre organisation comme organisation nationale, ce qui dans un pays aussi vaste signifie un saut qualitatif important. Dorénavant, nous avons des structures organisées du parti dans 29 des 32 Etats que compte le Mexique. D'innombrables noyaux de sympathisants travaillent avec nous. Plus de 4 000 d'entre eux se sont inscrits pour surveiller les urnes le jour du scrutin.", expliquait le dirigeant du PRT Edgar Sanchez (Rouge, 16 juillet 1982).

Cela a eu un impact jusque dans les rangs du PSUM dont l'organisation régionale de Mexico a proposé une rencontre au PRT pour discuter du bilan des élections et pour élaborer un plan d'action commun pour les mois à venir.

Malgré la manipulation ouverte des résultats électoraux (cf. encart), le PRT a ainsi réussi une percée remarquable et remarquable. Ce qui lui donne en retour de nouvelles responsabilités, comme l'indique Edgar Sanchez : "Nos tâches et nos responsabilités sont dorénavant sans commune mesure avec ce qu'elles étaient à l'ouverture de la campagne. Pour impulser ou épauler les

luttons des travailleurs, des ouvriers et des paysans durement touchés par la politique gouvernementale, pour être leur porte-parole à l'échelle nationale et au Parlement, pour développer la solidarité de masse avec nos camarades d'Amérique centrale, pour construire le parti des révolutionnaires dont les exploités du Mexique ont besoin, toutes ces nouvelles énergies - celles gagnées durant la campagne, réd. - ne seront pas de trop".

Eric Peter

L'arithmétique revue et corrigée selon le PRI

Les pointages effectués par les partis d'opposition donnaient les estimations suivantes pour l'élection présidentielle : 60 o/o des suffrages pour le PRI, 15 o/o pour le PAN (Parti d'action nationale, droite traditionnelle), 6 o/o pour le PSUM et 3,5 o/o pour le PRT.

Ces résultats ne faisaient pas le beurre du PRI, qui n'avait pourtant pas lésiné sur les fraudes électorales (urnes bourrées avant l'ouverture du scrutin, scrutateurs du PRT expulsés des bureaux de vote, soldats et marins votant comme à l'exercice sous la surveillance de leurs officiers, etc.). Il prit donc tout son temps pour publier le décompte officiel des voix, qui lui est évidemment beaucoup plus favorable : 71,6 o/o des suffrages pour le PRI; 16,4 o/o pour le PAN; 3,6 o/o pour le PSUM; 1,9 o/o pour le groupuscule "Parti démocrate mexicain" et enfin 1,85 o/o (soit 416 448 voix) pour la candidate du PRT.

Cette fraude ouverte, qui se retrouvera sans aucun doute dans les résultats des élections au Parlement, n'empêchera certainement pas la légalisation du PRT (acquise à 1,5 o/o des voix) ni l'élection de parlementaires du PRT. Et surtout, elle ne modifie pas la réalité de son impact politique.

Pologne :

UNE RÉSISTANCE QUOTIDIENNE

Le 31 août, les accords de Gdansk auront deux ans. Au terme d'une flambée de révolte ouvrière, qui avait duré tout l'été, les travailleurs des chantiers navals imposaient à la bureaucratie l'embryon d'un syndicat indépendant. En quelques mois, il devenait la seule organisation ouvrière de la Pologne "socialiste" ! C'est ce désaveu cinglant du régime bureaucratique que Jaruzelski a voulu étouffer le 13 décembre 1981.

Mais Solidarność n'est pas vaincue. Depuis le début du mois, les manifestations succèdent aux manifestations dans toutes les villes de Pologne. La bureaucratie ne sait y opposer que la répression ou des manoeuvres administratives qui ne trompent personne, comme la mise en chantier de la place de la Victoire à Varsovie pour y éviter des rassemblements — qui reprennent ailleurs. C'est que les accords de Gdansk résument une idée fondamentale, dont la répression bureaucratique n'arrive pas à bout : le socialisme, c'est l'autogestion ouvrière. Sans elle, il n'est que caricature policière.

Mais comment vivent et s'organisent les travailleurs polonais sous la botte de Jaruzelski ? C'est ce que présente le reportage ci-dessous, réalisé par deux militants belges, récemment rentrés de Pologne et qui a été publié par "La Gauche", l'hebdomadaire de la LRT, la section belge de la IVe Internationale.



Varsovie, place de la Victoire : des manifestations quotidiennes

Tout au long du voyage, chez les travailleurs des mines comme chez les enseignants de Varsovie se renouvellera le même scénario : une joie immense de nous voir arriver, non seulement pour les vivres et les médicaments, mais surtout pour la solidarité et les nouvelles que nous leur apportons de l'extérieur.

Chaque fois, la conversation s'engage sur l'activité de Solidarność dans la ville, sur les problèmes d'organisation et sur la répression. Les Polonais ne dissimulent pas longtemps leur mépris ironique pour la milice, cette police politique que le régime s'achète à coup de privilèges de tous ordres.

Le salaire est le premier moyen de pression utilisé par les autorités. Un ouvrier, mais aussi un enseignant ou un technicien gagnent en moyenne 8 000 zlotys. Un policier en reçoit 30 000. Un mineur également, quand il accepte de travailler 6 voire 7 jours d'affilée. Au bas de l'échelle, par contre, on trouve les leaders syndicaux licenciés pour motifs politiques, ou ceux qui, dans les médias par exemple n'ont pas voulu reprendre leur travail au service du pouvoir. Il n'y a pas d'allocation de chômage en Pologne. Ceux qui perdent leur emploi per-

dent aussi tout moyen de subsistance : salaire et cartes de rationnement. Avec tous les clandestins, ils sont donc repris en charge par les autres travailleurs. C'est pourquoi, l'aide alimentaire venue d'occident est tellement importante pour la résistance politique.

La Pologne se couvre petit à petit d'un réseau d'entraide et d'organisation clandestine, plus ou moins dense suivant les régions, mais encore assez peu centralisé. La résistance se met en place peu à peu.

La résistance

Le boycott de la production qui a suivi le 13 décembre n'a duré que quelques semaines. Solidarność était décapitée. De plus, les travailleurs se rendaient compte qu'ils étaient les seuls à souffrir des pénuries organisées par le régime. Par contre, des grèves massives de quelques dizaines de minutes ont eu lieu les 1, 3 et 13 mai, en même temps que d'imposantes manifestations. A Gdansk, Varsovie et Wrocław, Radio Solidarność est bien implantée et émet 2 à 3 minutes chaque semaine. Ceux qui peuvent capter les émissions les enregistrent sur des cassettes qui circulent très largement. Régulièrement, le pouvoir an-

nonce l'élimination de l'une ou l'autre des radios grâce à des opérations de police. Fin juin, à Varsovie, 30 000 policiers et militaires ont quadrillé la ville et perquisitionné toute la nuit dans le but d'intimider par leur déploiement de force. Ils n'ont rien trouvé. Parfois, un émetteur est découvert et confisqué, mais un autre se met en marche dès le lendemain. Cette forme de résistance permet aux directions régionales, reconstituées dans la clandestinité, de garder le contact avec la population qui les soutient massivement et de maintenir la mobilisation. C'est également le rôle des 1 200 organes de presse clandestins qui diffusent les nouvelles régionales, les lettres des leaders emprisonnés et les grandes lignes du débat de fond qui traverse l'organisation ouvrière quant à sa stratégie. A Wrocław, le journal principal, qui s'appelle *D'un jour à l'autre*, est édité deux ou trois fois par semaine à 20 ou 50 000 exemplaires. Ces variations s'expliquent par le système de reproduction : quasi nulle part de stencileuse, même manuelle. On tape les textes à la machine avec des carbones, on utilise des trames ou des rouleaux, ou alors on reproduit des pellicules photographiques. Nous avons vu beaucoup de ces petits journaux, maquetés avec soin, au format d'une carte de banque. Ils sont très attendus par la population. Pourtant cela peut coûter cher !

La répression

3 ou 4 ans de prison à celui qui est trouvé en possession d'un seul exemplaire de périodique clandestin. On évalue à au moins 5 000 les condamnations à des peines de 3 à 10 ans de réclusion. 8 mois après le coup d'Etat, il reste encore 600 internés, c'est-à-dire des personnes qui ne sont sous le coup d'aucune inculpation et sont donc détenues pour un temps indéterminé simplement parce qu'on s'en méfie. Dans une ville minière à la pointe du combat, 700 ouvriers ont été internés d'abord dans un camp proche de la ville puis à la frontière russe. Ils commencent à revenir mais tous ne retrouvent pas du travail. Les conditions d'internement sont généralement correctes. Cependant, on apprendait de source absolument sûre qu'à la maison d'arrêt de Gdansk, début août, les prisonniers, y compris de jeunes adolescents, ont été soumis à des sévices physiques graves jusqu'à effusion de sang. De toute façon, les prisonniers

n'ont droit qu'à une visite et un colis de 2,5 kilos par mois. Les familles des internés sont prises en charge par les travailleurs de la même entreprise qui ont encore leur emploi. Ainsi, au niveau de chaque fabrique, de chaque mine, de chaque école, les gens continuent de payer clandestinement leur cotisation syndicale, qui est redistribuée à ceux qui n'ont plus de revenus. Les régions les plus touchées actuellement sont celles de Lublin et de Swidnik où le pouvoir a licencié la plupart des travailleurs d'une grosse usine d'aviation civile.

Malgré cette répression économique et policière, dans chaque fa-

brique les luttes se préparent obstinément pour un tout proche avenir. Si les intellectuels temporisent encore, les ouvriers qui, depuis le début, sont les moteurs de l'action, sont décidés à reprendre la lutte. Nulle part, nous ne les avons sentis écrasés. "Tu sais", m'a dit un ami quand on s'est quitté, "ceux qui sont dans les prisons et ceux qui sont à l'extérieur travaillent ensemble, chacun à leur manière. Il vaut mieux être dehors... mais quand il faudra y aller, on ira... Reviens au printemps avec ton fils, nous lui montrerons nos montagnes !"

Annie Moura
Arnolds Berthu

Dimanche 3 octobre 1982, cours de formation du PSO :

LE COMBAT DE SOLIDARNOŚĆ ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE !

Durant 18 mois, les travailleurs et travailleuses polonais ont engagé un des plus vastes combats de l'histoire du mouvement ouvrier.

Au centre de leur lutte se trouvait une question : supprimer le monopole de gestion et de contrôle d'une caste bureaucratique sur l'économie et les diverses sphères de la société. Rompre ce monopole impliquait : premièrement liquider le pouvoir de cette couche privilégiée; deuxièmement, s'engager sur la voie d'une gestion directe par les producteurs associés de l'économie (avec une planification démocratiquement centralisée) et de la société dans son ensemble. Les travailleurs polonais ont pratiquement posé une grande partie des questions liées à une conception révolutionnaire de la démocratie socialiste. En tirer les leçons générales est urgent pour ceux qui se battent pour le socialisme !

Le coup d'Etat du 13 décembre a certes frappé très durement Solidarność. Mais la résistance continue. Elle est à l'image de l'ampleur de la mobilisation d'août 1980 à décembre 1981. Comment se développe cette résistance, quelles sont les discussions au sein de Solidarność, voilà des questions importantes à clarifier pour tous ceux engagés, d'un point de vue socialiste et révolutionnaire, dans l'appui au combat actuel de Solidarność.

Membres et sympathisants du PSO et des Cercles La Taupe et Cercles Uni-Brèche, tous ceux et toutes celles qui ont affirmé et affirment leur solidarité avec Solidarność participeront à ce stage national !

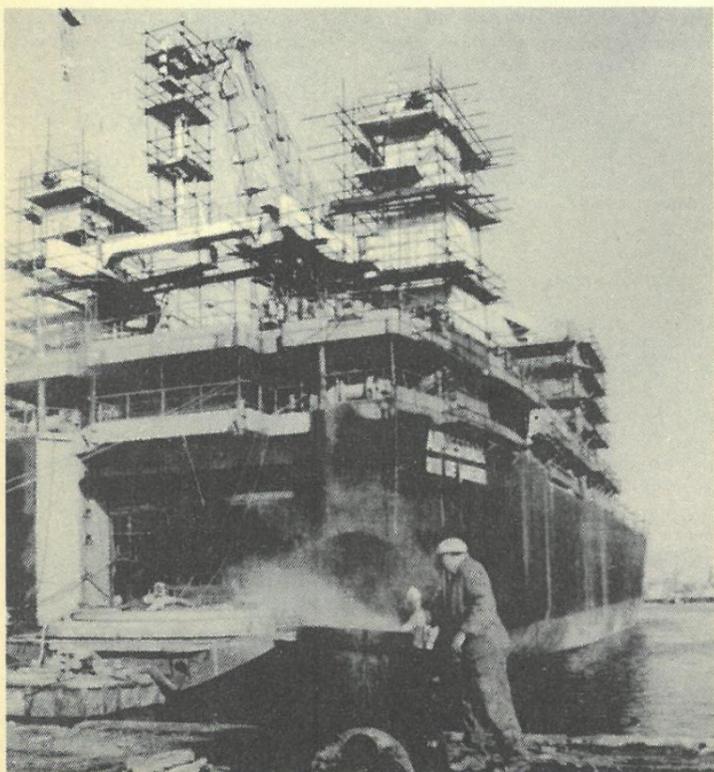
Feront des exposés introductifs : Cyril Smuga, rédacteur d'*Inprekor en polonais*, puis un membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Il est recommandé aux participant(e)s de lire au préalable les textes suivants, parus dans *Inprekor*, en vente dans nos librairies :

- * **Résolution du CEI de la IVe Internationale** : Révolution politique et contre-révolution en Pologne. *Inprekor* no 130 du 12 juillet 1982.
- * **Guerre de position et guerre de mouvement** : sur la stratégie de Solidarité. Zbigniew Kowalewski, *Inprekor* no 129 du 28 juin 1982.
- * **L'enjeu des débats de Solidarité** : définir une stratégie pour la résistance. Jacqueline Allio, *Inprekor* no 128 du 14 juin 1982.

Une traduction simultanée est assurée. Les frais de participation s'élèvent à Fr. 10.—. Le stage se tiendra à Berne, au Restaurant Bürgerhaus, à la Neuengasse. Il commencera à 9h.45.

Faites venir tous ceux et celles que vous connaissez ! Inscrivez-vous auprès des sections locales du PSO ou des membres du PSO !



Gdansk, le chantier naval "Lénine"

Samizdat 82

BULLETIN DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ SOCIALISTE AVEC LES OPPOSANTS DES PAYS DE L'EST

CSSOPE GENEVE CASE POSTALE 31 1213 PETIT-LANCY 1 GENEVE TEL. 022 71 17 00 01
 CSSOPE VAUD CASE POSTALE 41 1000 LAUSANNE 22 TEL. 021 26 11 52 51
 CSSOPE JURA POSTE RESTANTE 2822 COURROUX JURA

Roumanie Les travailleurs, ces mal-aimés du pouvoir...

CSSOPE, brochure no 1

La Roumanie sous Ceaulescu

La Roumanie, chacun le sait, traverse une grave crise économique. De même qu'en Pologne, la bureaucratie roumaine, durant les années 70, a procédé à de gigantesques emprunts pour financer l'industrialisation du pays. Les bureaucrates pensaient vendre leurs productions sur le marché mondial et n'avaient pas prévu sa stagnation. Piètres marxistes ! Mais les choix arbitraires que permet leur pouvoir met en question le niveau de vie et l'activité de millions de travailleurs !

Ils se trouvent aujourd'hui avec des investissements qui ne sont pas rentabilisés et des dettes considérables qu'ils ne peuvent pas rembourser. Ces emprunts se montent probablement à environ 11 milliards de dollars. Dès novembre 1981, les autorités roumaines interrompaient leurs remboursements cherchant à les renégocier. En réponse, le Fonds Monétaire International (FMI) avait suspendu l'application d'un accord passé en juin de cette même année qui accordait à la Pologne un important crédit.

Nous verrons ci-dessous à la lumière du récent déblocage de ce crédit quelles étaient les conditions de cette négociation...

Dès l'automne 1981, l'activité principale de la direction roumaine a été de se donner les moyens d'une politique baissant radicalement les conditions de vie des travailleurs. Cette politique s'est développée de pair avec le renforcement de l'appareil de répression et de ses activités. Ceausescu n'a pas hésité à frapper jusqu'au cœur de la direction du Parti et de l'Etat. Deux éléments expliquent cette attitude : la démagogie, d'une part, qui fait payer par des boucs émissaires les échecs du régime; mais aussi la volonté d'empêcher que la grogne de bureaucrates eux-mêmes face à l'impopularité des mesures qu'ils doivent imposer aux travailleurs ne parvienne à catalyser une rébellion ouvrière. Le soulèvement des travailleurs polonais a rendu les bureaucrates très craintifs.

Pour abaisser les conditions de vie des travailleurs, le régime a commencé de se doter d'une série de décrets¹⁾, dont les dispositions essentielles peuvent se réduire à trois éléments :

— le renforcement de la discipline de travail, mesures renforçant la répression de travailleurs coupables de défaillances professionnelles (peines de prison de 2 mois à 20 ans !) et les contraintes au travail obligatoire (notamment dans le secteur agricole);

— la chute du pouvoir d'achat. Il s'agit là d'un véritable arsenal de mesures de baisses des salaires, de hausses des prix, de diminution du ravitaillement en énergie de chauffage, d'augmentation du rationnement (notamment la limitation arbitraire du nombre de calories à disposition de chacun, appelée "alimentation scientifique");

— des mesures condamnant la spéculation sur les biens rationnés. Et ce ne sont pas les accapareurs qui sont visés ! Tout travailleur découvert avec une quantité d'huile (ou de différents biens de première nécessité) supérieure à sa ration mensuelle peut être condamné à des peines de prison (6 mois à 5 ans). La ration mensuelle d'huile s'élève à 1 litre par personne.

La réponse des autorités capitalistes ne s'est pas fait attendre. Le

22 juin, le Fonds Monétaire International débloquent l'autorisation aux dirigeants roumains d'un crédit de 1,2 milliards de dollars (*Le Monde*, 24 juillet 1982). Le quotidien *La Suisse* publiait le 7 juillet dernier un article de Nicolette Franck donnant des indications extrêmement concrètes sur les effets de cet ensemble de mesures : "... Quelques exemples (d'augmentation, nda) : le transport en commun (tram et trolleybus) 300 o/o plus cher, le kilo de sucre 60 o/o plus cher, l'huile 60 o/o, le riz 50 o/o, le lait 52 o/o, (...) les vêtements coûtent de 50 o/o à 60 o/o plus cher (...) Résultat (...) : le niveau de vie des Roumains a baissé de 50 o/o à 60 o/o (...) A Bucarest, l'huile (un litre par mois) et le sucre (un kilo et demi par mois) sont distribués sur présentation de la carte d'identité". Voilà bien de quoi satisfaire des banquiers capitalistes !

K. G.

1) Voir le détail de ces dispositions dans la brochure du CSSOPE, qui explique aussi leur introduction.

Voir aussi en page 2.

LA ROUMANIE AU COMPTOIR

Il est bien rare que les organisateurs du Comptoir Suisse ne cherchent pas dans leur foire annuelle à ravalier la façade de dictatures.

Ils ont eu cette année la main particulièrement heureuse. Côte à côte la Corée du Sud et la Roumanie se retrouvent hôtes d'honneurs !

Deux régimes qui se disputent la palme des régimes corrompus et banqueroutiers, deux régimes que distingue leur violence contre les revendications des travailleurs et des paysans qu'ils oppriment.

Leur choix illustre parfaitement la politique étrangère de la Suisse : nous sommes neutres, nous choisissons nos partenaires dans les deux camps. Comme si le camp de Brejnev, Jaruzelski et Ceausescu était celui des travailleurs.

A l'occasion de la présence du régime de Ceausescu au Comptoir Suisse, le CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) organise une campagne de dénonciation.

Le Parti socialiste ouvrier (PSO) apporte son soutien à cette campagne et il invite les lecteurs de *La Brèche* à y participer.

LES TRAVAILLEURS, CES MAL-AIMÉS DU POUVOIR...

Depuis plusieurs années déjà le CSSOPE a une activité de solidarité avec les opposants et travailleurs roumains (*Samizdat 79*, no 10, décembre-janvier 1979/1980, dossier Roumanie).

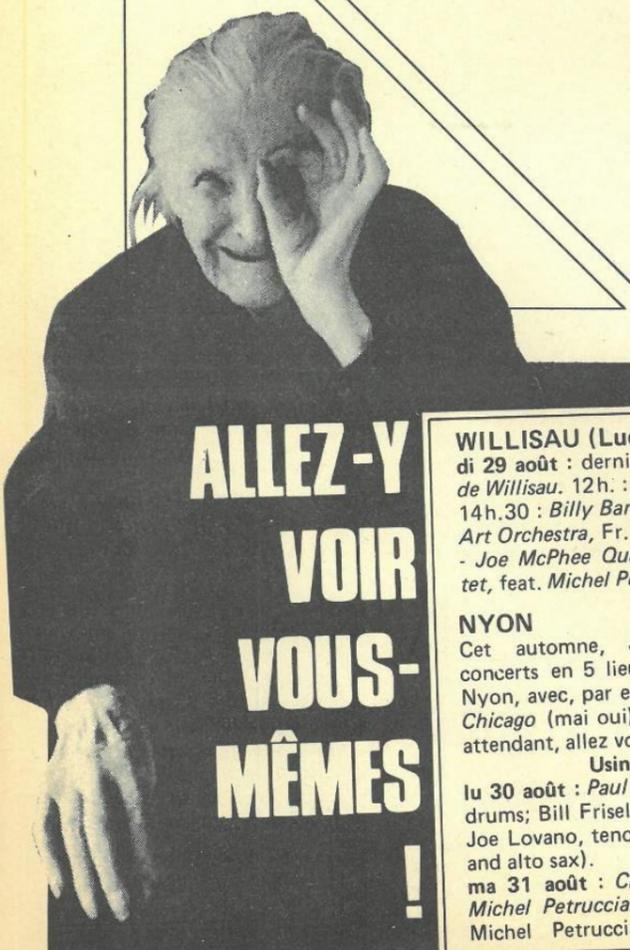
Tout récemment, le CSSOPE vient de publier une brochure de 32 pages "Roumanie, les travailleurs, ces mal-aimés du pouvoir..."

Cette brochure est un instrument indispensable à qui veut se documenter sur la situation actuelle en Roumanie. Elle expose en détail le développement du dispositif anti-ouvrier et donne de nombreuses indications sur les conditions de vie des travailleurs et leurs rapports quotidiens

avec la bureaucratie.

Il ne s'agit pas d'un texte philosophique ni économique, il s'agit d'une brochure d'information, destinée aux militants du mouvement ouvrier, comme instrument d'intervention et d'activité, de façon à aider à la constitution d'une solidarité de classe avec les travailleurs roumains.

Cette brochure est vendue au prix de 4 francs en français et 3 francs en allemand. Elle peut être obtenue aux adresses suivantes : CSSOPE-Genève, c.p. 31, 1213 Petit-Lancy 1; Vaud, c.p. 45, 1000 Lausanne 22; Jura, poste restante, 2822 Courroux; ainsi qu'aux Librairies La Taupe de Genève et de Lausanne.



ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-MÊMES !

WILLISAU (Lucerne)
 di 29 août : dernier jour du Festival de Jazz de Willisau. 12h. : Benny Ross Trio, Fr. 5.—. 14h.30 : Billy Bang - Dennis Charles, Vienna Art Orchestra, Fr. 26.—. 20h. : André Jaume - Joe McPhee Quartet, Charles Lloyd Quartet, feat. Michel Petrucciani, Fr. 26.—.

NYON
 Cet automne, Jazz-Nyon présentera 9 concerts en 5 lieux scéniques différents de Nyon, avec, par exemple, l'Art Ensemble of Chicago (mai oui) le samedi 16 octobre. En attendant, allez voir :

Usine à gaz - Rive
 lu 30 août : Paul Motian Band (Paul Motian, drums; Bill Frisell, guitar; Ed Schuller, bass; Joe Lovano, tenor sax; Billy Dreyes, tenor and alto sax).
 ma 31 août : Charles Lloyd Quarter, feat. Michel Petrucciani (Charles Lloyd, ts.ss.fl.; Michel Petrucciani, p.; Palle Danielsson,

b.; Sunship, drums).
 du ma 7 au sa 11 septembre : Fête à l'Usine à gaz. I Vitelloni; Bernard Ogay Jazz Story; Paul Thommen Band; Claude Voit Unit.
 Rens. compl. : Jazz-Nyon, 022 / 61 00 04.

GENÈVE
 Stade des Charmilles
 ve 3 septembre, 20h.30 : Genesis (locations habituelles).

LAUSANNE
 Casino de Montbenon, salle Paderewski
 sa 4 sept., 21h. : Irène Schweizer, piano; Léon Francioli, bass; Pierre Favre, drums. En première partie Gaspar Glaus, piano solo. Fr. 20.—, ét. : Fr. 15.—.

ve 10 sept., 21h. : Pierre Akendengué et son groupe (12 musiciens), l'Afrique, sa musique, sa poésie, ses rythmes. Fr. 20.—. Loc. (des deux) : Casino 021 / 43 85 94; Ex Libris, Palud, 021 / 22 89 08.

Casino de Montbenon, Salle des Fêtes
 lu 30, ma 31 août, 19h. : émission extra-muros de RSR1, animateur Lova Golovtchiner.

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon
 sa 4 sept., 21h. : A propos de Nice (1929), et Zéro de conduite (1933), de Jean Vigo.

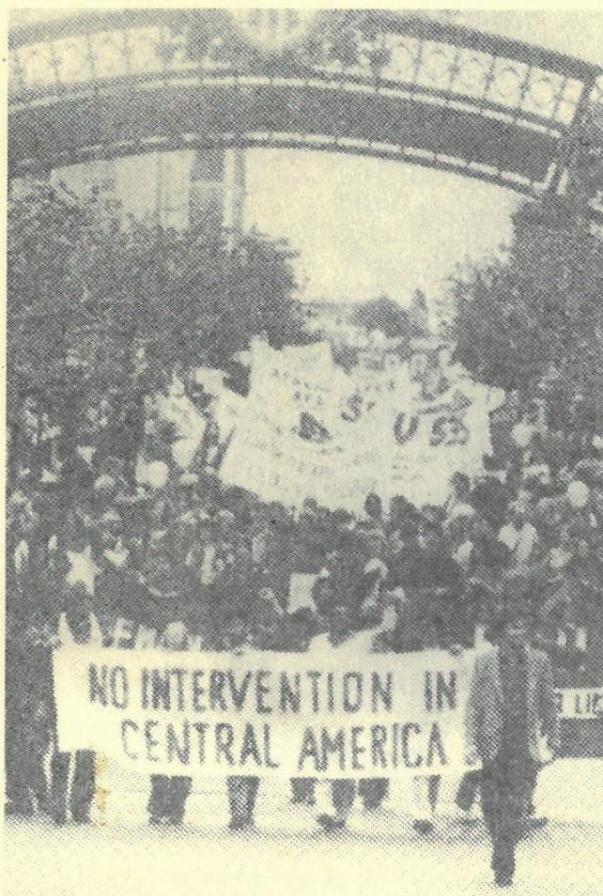
CHEXBRES
 Cinéma de la Grande Salle
 à 20h.30. ma 31 août, me 1er sept : Polenta, de Maya Simon (CH, 1981). ve 3, sa 4 sept. : Parti sans laisser d'adresse, de Jacqueline Veuve (CH, 1982). ma 7, me 8 sept. : A l'ouest rien de nouveau, de L. Milestone (USA, 1930). ve 10, sa 11 sept. : Eaux profondes, de Michel Deville (France, 1981). ma 14, me 15 sept. : Bodas de sangre (Noces de sang), de Carlos Saura (Espagne, 1981).
 Et toujours, dans vos salles préférées ou pas, Yol, de Yilmaz Güney (Turquie) et Missing, de Costa-Gavras.

l'événement

Nicaragua :

« Les USA n'attendent qu'un seul prétexte pour intervenir »

* ENTRETIEN AVEC ENRIQUE SCHMIDT, MINISTRE NICARAGUAYEN DES TRANSPORTS ET DES POSTES



Aux USA, manifestation contre l'intervention en Amérique Centrale.

La politique du gouvernement Reagan à l'égard de la révolution nicaraguayenne a pris un tournant encore plus agressif. La guerre est menée aux frontières mêmes du Nicaragua. Tout récemment les Etats-Unis ont mené une opération de deux semaines sur la frontière honduro-nicaraguayenne avec l'armée hondurienne, qui a impliqué des pilotes, des mécaniciens, des contrôleurs aériens et deux avions de transport C-130 US pour transporter un bataillon hondurien à une base juste au nord du Nicaragua. Cette opération se situe dans un cadre plus général d'intervention US comprenant : "... des opérations secrètes continuelles de la CIA, des opérations militaires conjointes Etats-Unis/Honduras, et un accroissement de l'assistance militaire, y compris la décision d'équiper l'aviation hondurienne de six chasseurs à réaction légers A-37." (International Herald Tribune, 17 août 1982).

Les Etats-Unis prévoient également de construire une nouvelle base importante en territoire hondurien à Durzuna, à 40 km de la frontière nicaraguayenne.

La solidarité internationaliste avec le Nicaragua et l'Amérique centrale devient donc toujours plus urgente. Dans cet esprit, Bresche (journal en langue allemande du PSO) a rencontré Enrique Schmidt, ministre nicaraguayen des Transports et des Postes, lors d'un récent voyage en Europe, qui a bien voulu répondre aux questions de Bresche concernant la situation actuelle de la révolution au Nicaragua face à l'agression impérialiste.

Bresche : Quel est le problème actuel le plus important pour la révolution nicaraguayenne ?

E. S. : Le problème le plus important est le danger d'intervention étrangère. Le fait que nous soyons depuis près de trois ans un pays libre et révolutionnaire, inquiète beaucoup l'impérialisme. C'est pourquoi notre défense et l'augmentation de la production sont prioritaires.

* Il y a trois ans tu nous avais décrit ainsi le processus de libération sociale au Nicaragua : "Il y a d'un côté les revendications des travailleurs/euses et du peuple, dans la plupart des cas justifiées, car ils n'avaient pas eu la possibilité de les avancer. De l'autre côté, il y a le problème politique : le Nicaragua, un pays qui se trouve au milieu d'un camp ennemi, dans lequel nous voyons encore la nécessité de maintenir l'alliance avec l'opposition". Cette alliance avec la bourgeoisie s'est, entre temps, développée de façon très contradictoire, et l'un des dirigeants de l'opposition, Robelo, est parti récemment en exil.

Quels ont été les points de la confrontation avec cette opposi-

tion bourgeoise ?

— A l'époque, lorsque je fis cette déclaration, nous nous trouvions dans une phase du combat dans laquelle le pouvoir politique n'avait pas encore été conquis. Nous avions alors une politique d'alliances avec les tendances les plus diverses de la bourgeoisie. Nous l'avions voulu ainsi et nous l'avions obtenu. Après la victoire, nous avons maintenu cette politique d'alliances, mais dans un contexte tout autre, à savoir dans une situation où la Révolution devait répondre aux revendications historiques de nos paysans et ouvriers.

Il s'est passé que les secteurs bourgeois ont dû constater, après la victoire, qu'ils n'avaient plus le pouvoir. Ils ont, par conséquent, concentré leur politique sur la reconquête de ce pouvoir. Dans cette lutte des classes impétueuse nous devons, bien entendu, constamment avancer les revendications qui réduisent le pouvoir économique des secteurs bourgeois. Ces efforts trouvent leur expression dans de nombreuses lois, qui ont sévèrement restreint les possibilités d'action des secteurs bourgeois.

* En ce qui concerne les possibilités d'action des secteurs bourgeois : vous défendez le concept "d'économie mixte", dans lequel il y a, d'un côté, un large secteur de propriété du peuple, et de l'autre, un secteur privé. Maintenant, à mon avis, il y a eu pendant toute une période un subventionnement indirect du secteur privé, qui a pu bénéficier de matières premières bon marché et de bas salaires grâce aux prix artificiellement bas du secteur populaire. Ce dernier n'a pu, à cause de ses prix, se développer en tant que secteur économique le plus dynamique. D'un autre côté, le patronat ne voulait pas développer un secteur privé de pointe en raison de son manque de confiance. Ne crois-tu pas que le processus de socialisation devrait être accéléré, pour remédier à ce blocage dangereux ?

— Ton analyse a quelque chose de juste. La conclusion que nous tirons de cette situation au Nicaragua va également dans la même direction, à savoir que les nationalisations doivent être accélérées. Cela est nécessaire parce que notre peuple doit contrer les campagnes systématiques de boycott de la bourgeoisie.

D'un autre côté, on doit également dire que la situation qui existait au Nicaragua après la victoire, était nécessaire, en raison non seulement de notre politique étrangère, mais aussi des conditions objectives au Nicaragua même. L'une des questions principales après la victoire était, en effet, la relance de l'économie. Sur ce point, notre gouvernement a évidemment tout fait pour que les entreprises privées reviennent à leur niveau d'avant-guerre, car les entreprises avaient également subi de gros dégâts durant la guerre.

Nous avons, il est vrai, espéré que l'industrie privée deviendrait plus productive. Nous avons dû, cependant, constater que la bourgeoisie cherchait en premier lieu à regagner le pouvoir politique. C'est pourquoi nos paysans et nos travailleurs ont avancé des revendications, auxquelles notre gouvernement a répondu positivement au fur et à mesure.

* Est-ce que le pouvoir sandiniste prend position dans le cadre de la lutte de classes dont tu as parlé, opposant la bourgeoisie aux travailleurs de la terre et de l'industrie, ou essaie-t-il de concilier les choses ?

— Il prend clairement position pour les revendications des travailleurs. Mais il doit, cependant, également tenir compte des intérêts globaux de notre peuple. Si les revendications des travailleurs vont trop loin, aboutissent à une remise en cause d'ensemble de la révolution, alors la politique du gouvernement doit, elle, refléter la politique d'alliances, qu'actuellement nous maintenons encore.

* Quelles revendications, selon toi, iraient trop loin ?

— Par exemple, la revendication de la nationalisation immédiate de toutes les entreprises privées. Nous ne pourrions la satisfaire aujourd'hui. Tout d'abord à cause des alliances de politique étrangère destinées à contrer la politique d'agression des Etats-Unis. Les USA n'attendent qu'un seul prétexte pour intervenir. Deuxièmement, parce que nous ne pouvons remplir, sur le plan de la politique intérieure, les conditions nécessaires à la maîtrise d'une nationalisation complète. L'économie privée a besoin de garanties minimales pour pouvoir stimuler l'économie.

Cela ne signifie évidemment pas que cela est et restera une situation statique. Si l'on compare la situation qui existait au Nicaragua après la victoire à la situation actuelle, l'on voit bien que des changements qualitatifs se sont opérés et que la Révolution a avancé.

* On doit cependant constater que la bourgeoisie ne croit pas à ces garanties.

— Si la bourgeoisie ne croit pas à cette politique économique c'est son affaire. Nous avons, quant à nous, maintenu notre politique d'alliances. Nous avons laissé ouverte la possibilité à la bourgeoisie de devenir productive au Nicaragua. Si elle n'utilise pas cette possibilité, elle ne pourra nous faire plus tard le reproche de modifier notre politique économique pour contrer sa résistance.

LES FAUX AMBULANCIERS LIBÉRAUX

Dans toute armée, il n'y a pas seulement des troupes combattant en première ligne; il y a aussi l'intendance, le génie, les troupes sanitaires, entre autres. Au moment où les menaces impérialistes se font plus directes et précises en Amérique centrale, les différentes forces bourgeoises choisissent leur place dans ce dispositif. L'Union libérale mondiale, emmenée par son vice-président helvétique, Richard Reich, a clairement fait savoir qu'elle se rallie derrière le drapeau de Reagan. Mais, semble-t-il, pas nécessairement au premier rang, là où l'on risque de prendre des coups; plutôt dans le service des ambulances.

En effet, de retour d'un voyage d'information en Amérique latine, une délégation de l'Union libérale mondiale, dirigée par le Suisse Richard Reich et le Canadien R.J. Stanbury, a fait connaître à la presse mondiale ses réflexions sur la situation dans le continent.

Après avoir déclaré que les libéraux s'opposaient en Amérique latine aux deux ennemis de la démocratie que sont le militarisme et le communisme (ça fait toujours son petit effet dans les salons), nos peux libéraux soulignent toutefois qu'ils "doivent reconnaître que l'armée, dans plusieurs cas, fut soit poussée à prendre le pouvoir par une partie de leur électorat ou se vit obligée d'intervenir, au nom de l'intérêt national, compte tenu de la détérioration de la situation sociale et économique. Cette réflexion n'a rien à voir avec une apologie du militarisme, mais représente bien une explication réaliste et sans préjugés des causes réelles des régimes militaires en Amérique latine" (Neue Zürcher Zeitung, 5 mai 1982).

Après ce coup de chapeau aux militaires, nos hardis libéraux tiennent à préciser que "là, et là seulement, où un régime se soustrait à tout contrôle démocratique, où des injustices sont commises sur ordre du pouvoir d'Etat et où le directeur et ses sbires se mettent hors la loi et le droit, les libéraux ont non seulement le droit, mais bien le devoir de résister activement". Tous les dictateurs sud-américains doivent en trembler... de rire ! D'autant plus que cette attitude si audacieuse vise en fait "à empêcher que, comme cela se passe encore trop souvent, ce soit justement la puissance la plus totalitaire, l'Union soviétique, qui puisse jouer le rôle du seul 'défenseur' des libérés dans le Tiers Monde".

Trop couarde pour défier franchement les dictatures militaires, trop hypocrite pour leur reconnaître leur vrai mérite qui est de sauvegarder l'ordre capitaliste et la société bourgeoise, l'Union libérale mondiale fait de grands effets de manche autour du "devoir de résistance" de ses membres. Mais elle ne trompera personne : son service d'ambulance est en réalité un convoi de munitions pour l'impérialisme américain.

Eric Peter